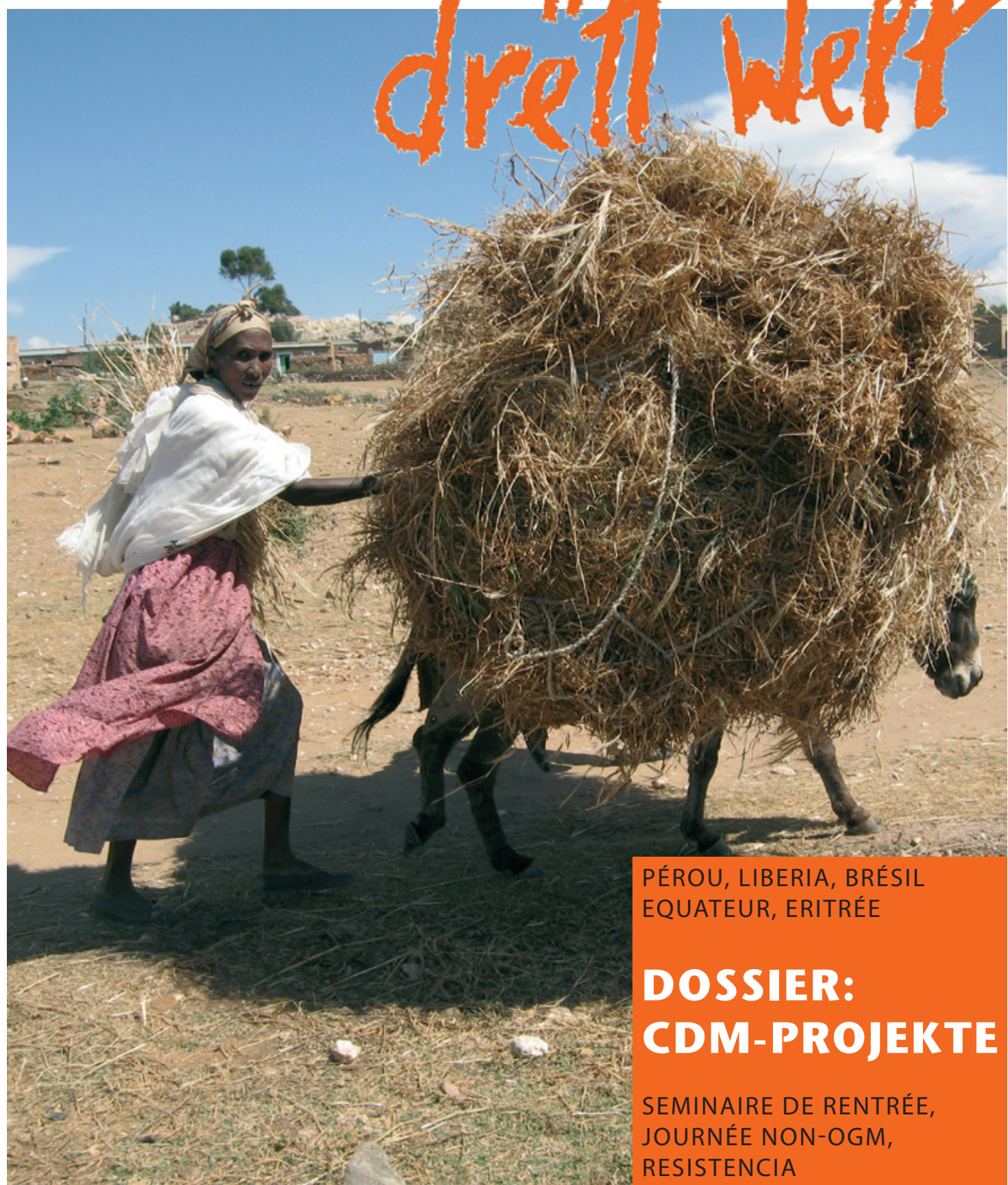


brennpunkt

numéro 232
novembre 2006
prix: 2,5 EURO

LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN EN REVUE

dreht Welt



PÉROU, LIBERIA, BRÉSIL
EQUATEUR, ERITRÉE

DOSSIER: CDM-PROJEKTE

SEMINAIRE DE RENTRÉE,
JOURNÉE NON-OGM,
RESISTENCIA

Impressum

Brennpunkt Drëtt Welt
Nr: 232 / novembre 2006



ASTM
ACTION SOLIDARITÉ
TIERS MONDE

Herausgeberin:

Action Solidarité Tiers Monde a.s.b.l.
55 avenue de la Liberté, L-1931 Luxbg.
Tél: (352) 400 427-1
Fax: (352) 400 427-27
Email: advocacy@astm.lu
Web: www.astm.lu

Redaktion: François Brey, Aline Fares,
Dilcia Figueroa, Michèle Hemmer, Marc
Keup, Dietmar Mirkes, Gaëlle Niddam,
Caroline Pagnot, Jacqueline Rippert,
Anne Schiltz, Nikolai Shillinglaw, Julie
Smit, Aimable Twahirwa, Christa Wich-
terich, ea.

Druck: CA Press - Hamm

Adressenverwaltung: Jeannie Pepper
(400 427-63)

Abdruck: Der Abdruck ist frei unter der
Bedingung, daß die Quelle angegeben wird
(BP3W Nr...) und wir ein Belegexemplar
erhalten. Namentlich gekennzeichnete Artikel
geben nicht unbedingt die Meinung der
Redaktion oder der ASTM wieder.
Unangefragte Manuskripte sind willkommen,
sie werden jedoch nicht zurückgesandt. Den
Abdruck behält sich die Redaktion vor.

Abonnement

Um den Brennpunkt im Abo zu
beziehen, genügt es,
die Summe von:

- 15.- EUR normales Abo
{Ausland: 25.- EUR}
- mindestens 25.- EUR
{Unterstützungsabo}

auf das Postscheckkonto

IBAN LU 76 1111 0099 9096 0000
zu überweisen mit dem Vermerk
Abo ab Nr:.... Bitte vergessen
Sie nicht, Ihren Namen und Ihre
genaue Adresse anzugeben !

Éditorial

La responsabilité du Luxembourg 1

International

Victoire des peuples indigènes de l'Amazonie péruvienne 2
Ein kritischer Blick auf Yunus und seine Bank 4
Liberia: Un an après les élections 6
Ruanda: Kontroverse über EAC-Mitgliedschaft 8
Equateur: deux modèles s'affrontent 9
Eritrea: der jüngste Staat Afrikas 11
La réélection de Lula 13

Dossier: CDM-Projekte

Was tragen CDM-Projekte 16
Die "nachhaltigen" Auswirkungen einzelner Projekttypen 18
Portfolios statt Ökologie 21
Die Klimafonds der Weltbank 24
Das Deponie-Projekt in El Salvador 25
Ökologischer Fußabtritt statt nachhaltiger Entwicklung 27

Luxembourg

Séminaire de rentrée de l'ASTM 30
La position de l'ASTM sur les APE 33
Die Zukunft der Ernährungssicherheit 34
Erster Aktionstag in Luxemburg gegen Gentechnologie 36
Resistencia: un spectacle de jeunes acteurs brésiliens 39
Le coin des lectures 40

Réalisé grâce à un appui financier de la Coopération luxembourgeoise.

Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité de l'ASTM et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis du gouvernement luxembourgeois.

La responsabilité du Luxembourg

Le Grand-Duché assume ses responsabilités. Nous employons plus de 0,8% de notre PIB à la coopération internationale ce qui nous fait dépasser, avec quatre autres pays le seuil des 0,7% auquel s'étaient engagés les pays riches en 1970. Et plus encore : nous progressons. La qualité de notre aide est reconnue par les instances internationales. Nous faisons des efforts importants pour sensibiliser notre population aux réalités du sous-développement et nous nous sommes imposés des objectifs orgueilleux dans le cadre du protocole de Kyoto. Au niveau de l'Union Européenne, nous défendons un agenda pro-développement. En matière de solidarité internationale nous sommes le modèle même d'un Etat soucieux et responsable - alors s'il vous plaît, ne doutez pas de notre bonne volonté.

Mais voilà, notre bonne volonté s'arrête là où les questions incommodes commencent. Elle s'arrête là où les questions liées au développement des pays du Sud dépassent notre fonction de simple bailleur de fonds. Elle s'arrête là où l'emploi du mot-clé de la coopération moderne, la cohérence des politiques, engage à plus qu'à la répétition d'un mantra sans contenu. Quand les programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale ou du Fonds Monétaire International déstabilisent des régions entières, quand une Organisation Mondiale du Commerce, initialement vouée au développement, se dégrade en grand bazar entre puissances mondiales, quand la Commission Européenne impose en vitesse des réformes commerciales et macroéconomiques à des pays qui évoluent au bord de la faillite, le Luxembourg se tait.

Mais pourquoi devrait-on douter de la volonté des politiques internationales à éradiquer la pauvreté et à agir en faveur des pays les plus pauvres ? Pourquoi devrait-on remettre en question la théorie selon laquelle la libéralisation des marchés des pays du Sud permettra à ces derniers à sortir du cercle vicieux du sous-développement ? D'où le petit Luxembourg pourrait-il tirer cette expertise qui nous permettrait de clamer à voix haute que les politiques internationales sont dévastatrices pour les régions les plus marginalisées ?

C'est facile, il suffirait d'écouter. Par exemple d'écouter les experts luxembourgeois en matière de développement, aussi bien du côté étatique que du

côté des ONG - de leur demander simplement leur avis personnel sur l'évolution des choses. Ces gens qui, avec les moyens de la Coopération Luxembourgeoise, travaillent sur le terrain en étroit contact avec les réalités. Ou encore d'écouter les nombreuses d'études scientifiques de par le monde qui analysent de manière sobre et précise les impacts de ces politiques. Et finalement, il suffirait d'écouter les intéressés eux-mêmes : les acteurs des sociétés civiles du Sud.

Dans le cas des Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Union Européenne et 75 pays en voie de développement, presque tous les acteurs partagent le constat qu'ils vont dans la mauvaise direction. Ou comme l'a exprimé le conservateur anglais Robert Sturdy du Parlement Européen : „Hormis celui émis par la DG Commerce, nous ne disposons d'aucun avis favorable aux APE“. Une large majorité des observateurs s'accorde à dire que ces traités commerciaux risquent d'accroître la pauvreté et qu'ainsi ils vont clairement à l'encontre des objectifs de la Coopération Luxembourgeoise.

Il serait nécessaire, que tous les acteurs au Luxembourg tirent à la même corde. Que les collaborateurs du Ministère des Affaires Etrangères, que les scientifiques luxembourgeois, que les membres des ONG ou de l'Agence Lux-Development lancent ensemble un débat sur l'avenir des nos relations avec les pays du Sud. Et s'il faut alors conclure que des politiques, qui sont menées en notre nom, ne nous semblent pas appropriées, il faudra l'affirmer haut et fort.

Sans doute cela ne changerait pas le cours du monde, mais au moins nous pourrions nous considérer de plein droit comme un Etat soucieux et responsable. Parce que la responsabilité du Luxembourg, c'est également d'avoir le courage de s'opposer ouvertement contre des politiques internationales qui vont à l'encontre de nos objectifs de coopération.

Marc Keup

Pérou

Victoire des peuples indigènes de l'Amazonie péruvienne!

Les peuples indigènes Achuar, Quichua et Urarina du fleuve Corrientes dans le nord du Pérou se battent depuis des années pour la reconnaissance de leurs droits et contre l'exploitation pétrolière sur leurs terres. Le 22 octobre 2006, le gouvernement péruvien a accepté leurs demandes: un pas vers la justice.

FECONACO*

Compte rendu suite à l'immobilisation pétrolière menée pacifiquement par nos communautés indigènes Achuar, Quichua et Urarinas, qui vivons depuis des temps immémoriaux sur notre territoire situé dans la vallée du fleuve Corrientes, Loreto, (Pérou). Grâce à notre action, nous avons stoppé le déversement quotidien d'un million cent mille barils d'effluents de production toxiques qui nous empoisonnent et polluent nos eaux de consommation, nos animaux et nos terres depuis 1970, sur les lots 1AB et 8, alors exploités par Occidental Peruana Inc. et Petroperú, et actuellement par l'entreprise Pluspetrol.

Nous sommes parvenus à des accords satisfaisants signés entre le gouvernement, le peuple Achuar et l'entreprise argentine Plus Petrol.

Nous sommes parvenus à des accords satisfaisants signés entre le gouvernement, le peuple Achuar et l'entreprise argentine Plus Petrol.

Nous informons le peuple péruvien et l'opinion publique internationale que le blocage s'est déroulé de manière pacifique, et qu'il n'a été porté atteinte ni à la propriété privée, ni aux personnes. La quasi-totalité des activités pétrolières a été paralysée dans la partie septentrionale de la forêt vierge péruvienne, à savoir les lots 1AB et 8, qui comptent plus de 180 puits d'exploitation dans les réservoirs de production Jibarito, Huay-

urí, Dorissa, Shiviyacu, Carmen, Forestal et Teniente López (lot 1AB), ainsi que l'aéroport de Trompeteros et toutes les routes (lot 8 de l'entreprise).

La décision visant à bloquer les activités pétrolières a été prise par nos communautés mardi dernier, le 10 octobre, après avoir épuisé toutes les instances de dialogue avec les différents gouvernements du pays. Cette mesure visait à mettre un terme au déversement incessant d'eaux de production pétrolière toxiques qui ont pollué les eaux de consommation humaine de nos communautés, les poissons qui constituent notre alimentation et le sang de notre peuple indigène au cadmium et au plomb, comme l'ont révélé les ana-

lyses officielles réalisées par le ministère de la santé, le ministère de la production et l'Organismo Supervisor de las actividades energéticas (OSINERG) (Organisme de supervision des activités énergétiques).

La mesure s'est poursuivie de manière pacifique à l'issue du premier procès-verbal du vendredi 13 octobre, adopté par le ministre de l'Énergie et des Mines, l'ingénieur Juan Valdivia; le ministre de la Santé, Dr. Juan Vallejos; et le président du gouvernement régional de Loreto, M. Robinson Rivadeneyra. Toutefois, le procès-verbal rédigé par les

fonctionnaires ne reprenait pas certains accords conclus entre les parties, ni les précisions requises dans le cadre de ces accords. Il ne faisait pas non plus état du non consentement des communautés aux nouvelles concessions pétrolières sur leurs territoires. De plus, la procédure d'adoption était irrecevable dans la mesure où la lecture du procès-verbal s'est faite en espagnol uniquement, sans traduction en langue Achuar, et que le document a été signé à la lueur d'une lanterne.

Dès lors, les communautés ont, à compter du dimanche 15, transmis aux gouvernements central et régional une proposition contenant notamment: la demande des communautés qui aurait dû figurer dans le procès-verbal précédent, les précisions visant à rendre effective la réinjection des effluents de production; les délais et les mécanismes en matière de prise de décisions et la fiscalisation dans l'exécution des plans de santé et de développement intégral; l'alimentation temporaire d'urgence; l'eau potable; la décontamination et les mesures correctives visant à remédier aux dégâts environnementaux; l'assurance sanitaire intégrale pour les peuples indigènes.

Jusqu'au samedi 21, nous n'avions reçu aucune réponse à nos propositions de la part du gouvernement central et régional. Six jours durant, nous avons entendu, sur notre petit transistor, une information déformée et diffamatoire diffusée depuis Lima concernant des actes de violence commis par les communautés, lesquels n'ont jamais eu lieu, tandis que très peu de médias reléguaient l'information relative aux motifs

justifiant nos demandes légitimes.

Ce même 21 octobre, les communautés ont reçu dans la région la visite de certains journalistes de presse et d'une délégation mandatée par la Defensoría del Pueblo, chargée de rétablir la communication avec le gouvernement, à qui elles ont réservé un accueil amical. Dès lors, la situation réelle a pu être communiquée à l'opinion publique directement à partir des communautés, compte tenu de l'absence de téléphone public sur place.

Les Apus ont signalé que les gouvernements précédents ne nous consultent ni ne nous informent clairement quant à l'usage que l'on entend attribuer, depuis les officines de Lima, aux territoires que nous occupons et dont nous sommes les propriétaires légitimes, en vertu d'un droit ancestral, et sur mandat express de la Constitution. De même, les Apus ont fait état de la présence insuffisante des gouvernements dans nos communautés: services publics minimums, absence de mesures destinées à stopper la pollution, redevances d'exploitation qui ne parviennent quasiment pas jusqu'à nos communautés, aucune compensation n'ayant jamais été versée pour l'utilisation de nos terres. Nous ne disposons pas d'hôpital, ni d'éducation supérieure et technique, ni de système d'électricité et d'eau courante dans l'ensemble de nos communautés, ce en dépit du fait que, depuis 35 ans, 60% du pétrole produit dans le pays soit extrait de notre territoire.

Il est impensable que le pétrole engendre bien-être et bénéfices pour la société à l'échelle nationale au prix de la santé physique et mentale, de la pauvreté, de la faim, de la pollution, de l'instabilité sociale, de l'invasion et de la destruction de la propriété et du risque couru pour la survie des mères, pères et enfants du peuple. Nous sommes aussi des êtres humains et des Péruviens, propriétaires et occupants légitimes et ancestraux de terres dont le pétrole est extrait. Nous sommes convaincus que de nombreux Péruviens et frères du monde entier sont en désaccord avec ce système qui profite aux uns et porte préjudice au peuple Achuar.

Le dimanche 22 octobre, le gouvernement a décidé de relancer le dialogue et a accepté nos justes demandes, 13

jours après le début du blocage organisé par les Achuar. Les millions de dollars que l'entreprise prétend avoir perdus ne sont rien comparés aux milliers de vies qui seront sauvées dans le Corrientes si l'on évite la pollution. Ils sont insignifiants face aux gains démesurés accumulés par l'entreprise compte tenu du prix élevé du baril de pétrole dans le monde.

Aujourd'hui, 24 octobre, nous célébrons la paix! Ce jour demeurera celui du triomphe de la vérité sur l'injustice et la mort. Nous sommes parvenus à des accords pour commencer à éviter la pollution de nos rivières, torrents, terres et lacs, pour assurer notre alimentation et la santé de nos enfants. L'État s'est engagé à partager 5 % de la redevance pétrolière au profit des communautés situées dans la zone d'exploitation pétrolière... Mais nous avons surtout fait un pas de géant vers la dignité, le respect que méritent nos peuples indigènes et vers notre aspiration historique à l'autodétermination.

À tous, nous disons ceci: la vie humaine, les forêts d'Amazonie, les animaux et les plantes peuvent être d'une telle beauté si tous, nous vivons dans le respect mutuel et en harmonie avec la nature!

Nous connaissons cette vie là, et nous voulons continuer à vivre ainsi. Une vie que, de notre territoire, au fin fond de l'Amazonie, nous, peuples Achuar, Urarinas et Quichuas, offrons au reste du monde. ■

** Federación de Comunidades Nativas del Rio Corrientes*

Traduit de l'espagnol par Caroline Pagnot.

Suites du Projet au Liban:

Action en faveur des familles victimes de la guerre récente au Liban.

Pendant l'été, l'ASTM a suivi avec indignation les attaques militaires israéliennes au Liban dont les conséquences étaient dévastatrices : environ 1.300 morts civils, 4.000 personnes blessées, presque un million de personnes déplacées et l'infrastructure en grande partie détruite, surtout au Sud du pays. Au cours de cette période dramatique nous avons reçu des témoignages sur la situation sur place et des appels de solidarité de la part de notre partenaire de longue date au Liban, 'A Tadamoun Wa Tanmia', (TWT) basé à Saïda.

Comme nous avons expliqué dans l'éditorial du brennpunkt de septembre, dans cette situation extrême, l'ASTM a senti la nécessité de ne pas se limiter aux messages de solidarité mais d'intervenir en faveur de la population sinistrée avec un appui financier à notre ex-partenaire. Concrètement, il s'agissait d'une assistance à la remise en état des maisons de la population touchée, organisée par TWT. Nous avons remis une demande dans ce sens au Ministère de la coopération et de l'action humanitaire.

Malheureusement, début octobre le Ministère nous a informé qu'il ne pouvait pas donner une suite favorable à notre demande. Fortement déçu par cette décision du MAE, nous avons pris la décision de monter notre solidarité avec la population touchée et avec TWT et de puiser dans nos fonds propres et d'allouer un montant de 3.000 Euro .

Action Solidarité Tiers Monde

Friedensnobelpreis

Ein kritischer Blick auf Yunus und seine Bank

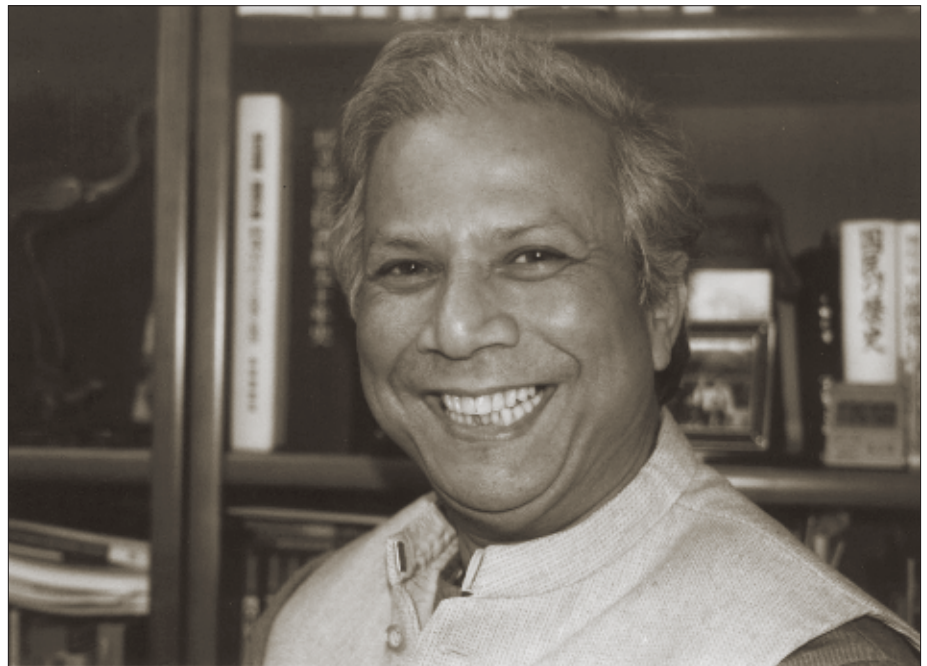
Der diesjährige Friedensnobelpreis geht an Muhammed Yunus für seine Erfindung der Mikro-Kredite für arme Frauen. Als Instrument zur Integration von Frauen aus den Dörfern in die neoliberale Markt- und Finanzökonomie hatten die kleinen Kredite eine große Wirkung und einen erstaunlichen Multiplikatoreffekt. Als Allheilmittel gegen Armut und Frauenunterdrückung sind sie allerdings ein Täuschungsmanöver, meint Christa Wichterich.

Christa Wichterich*

Muhammed Yunus hatte in den 1970er Jahren eine Idee: Wenn die armen Frauen in den Dörfern Bangladeshs nicht zur Bank gehen können, dann muß die Bank eben zu ihnen in die Dörfer gehen. Diese Idee war der Grundstein für ein inzwischen in der Entwicklungspolitik vielfach kopiertes Modell: Mikrokredite für arme Frauen, in Ländern des Südens, neuerdings verstärkt in Osteuropa, aber auch im Norden. Yunus, ein integrierender Ökonom, wollte den Frauen mit den Mikro-Finanzierungsprogrammen zur Selbstbefreiung aus Armut und Unterdrückung verhelfen. In welchem Umfang dies gelang, ist zweifelhaft. Was dagegen rundum gelang, war die Integration von Millionen armer Frauen durch Mini-Darlehen in die modernen Finanzdienstleistungssysteme.

Vielfach anschlussfähig

Yunus Idee und die Kreditangebote seiner Grameen-Bank waren in viele Richtungen anschlussfähig und wurden von nahezu allen Entwicklungsakteuren begeistert aufgenommen. Sie entsprachen feministischen Forderungen, daß es ohne Zugang von Frauen zu produktiven Ressourcen kein Empowerment geben könne und daß Frauen als Schlüsselgestalten in Entwicklungsprozessen und im Armutsmanagement gestärkt werden müssen. Die Grameen-Bank verzichtete auf die sonst üblichen Sicherheiten. Sie half der viel geprie-



■ Muhammed Yunus, Gründer der Grameen-Bank und diesjähriger Friedensnobelpreisträger.

senen Rückzahlungsmoral der Frauen durch die Kreditvergabe an eine Gruppe und deren Druck nach. Damit verband sie auch die Einübung der Frauen in die marktökonomische Disziplin und eine Modernisierung der Frauenrolle. Bei jedem Treffen stehen die Frauen zum Appell stramm und wiederholen im Sprechchor ihr Gruppengelöbnis: Die Gruppe bürgt nicht nur für die Kreditrückzahlung mit stattlichen effektiven Zinsen von 25%, sie verpflichtet sich auch, sich als Entwicklungsakteurin im Dorf zu betätigen, das Darlehen produktiv zur Erwirtschaftung eines Einkommens und für Konsum zu nutzen, zu sparen, Familienplanung zu betrei-

ben, die Kinder zur Schule zu schicken usw..

Zwillingshaft verkoppelt mit dem Konzept der Mikrofinanzierung unter Verzicht auf sonst übliche Sicherheiten ist das Konzept des Kleinunternehmertums, d.h. der wirtschaftlichen Eigeninitiative. Beide Mikro-Ansätze sollen eine Makro-Wirkung haben, nämlich den Frauen ermöglichen, sich am eigenen Schopfungspfad aus der Armut zu ziehen.

Universelles Wundermittel?

Die gesamte Entwicklungsindustrie mit der Weltbank an der Spitze nahm den Geniestreich des Professors aus

Bangladesh auf, blies ihn zu milliarden-schweren flächendeckenden Programmen auf und erklärte ihn zum universellen Wundermittel gegen die Armut. Über den Kleinkreditmechanismus wurden große Summen in die Länder gepumpt, so daß aus den als bottom-up konzipierten Programmen gigantische top-down-Programme wurden.

Mit der Behauptung, es gäbe ein „Menschenrecht auf Kredit“ verknüpfte Yunus sodann das Menschenrechtspadigma der Vereinten Nationen mit der modernen Finanzwirtschaft und dem neoliberalen Mainstream. Die Kredite

Kleinkreditprogramme, so 1997 der damalige Weltbank-Chef Wolfensohn, sind der „Business-Ansatz zur Armutsbekämpfung.“ Business sollen die Frauen durch - wie es im Entwicklungsjargon heißt - „einkommenschaffende Tätigkeiten“ machen. Business macht inzwischen vor allem aber mit vielen kleinen Krediten für viele rückzahlungstreue Frauen der gesamte Bankensektor, zunehmend auch der private - nach dem Motto „Viel Kleinvieh macht auch Mist“.

Zeitgleich mit der Ausweitung der Programme und den Erfolgsmeldungen

Der Kredit entpolitisiert die existentielle Frage des Überlebens und ökonomisiert sie in marktangepasster Form.

sollen eine Brücke schlagen zwischen den Mikro- und den Makrofinanzmärkten. Yunus fordert explizit, daß große Banken und Fondsgesellschaften in das kommerzielle Geschäft mit den Kleinkrediten einsteigen sollen.

Regierungen übernahmen das Konzept freudig als Entlastungsprogramm, um sich aus der Verantwortung für soziale Aufgaben, Umverteilung und direkte Armutsbekämpfung zurückziehen und ein Gros der Verantwortung an die hochgradig motivierten Frauen und ihre „Eigeninitiative“ übergeben zu können. Mit ihren Kleinkrediten stehen die Frauen zudem gerade, wenn die Regierungen Großkredite von der Weltbank und anderen für Mikro-Finanzierung beziehen. Die Verschuldung, inklusive der Wechselkursschwankungen, wird an die Frauen weitergereicht.

Kapitalismus für die Armen:

Jubelberichte darüber, daß Kleinkredite auf geradem Wege Kleinunternehmertum, Armutsbeseitigung und Wachstum fördern würden, führten dazu, daß 1997 ein Mikrokredit-Gipfels veranstaltet und 2005 von den UN zum „Internationalen Jahr des Mikrokredits“ ausgerufen wurde. Die Grameen-Bank, so das Wallstreet Journal, sei zu einem Symbol geworden, „daß der Kapitalismus ebenso für die Armen funktionieren kann wie für die Reichen.“ (27.11.2001)

entstand im Laufe der Jahre eine wahre Lawine von differenzierenden kritischen Studien, die an dem Mythos der Kredite als Allheilmittel zur Armutsbekämpfung, Selbsthilfe und zum Frauen-Empowerment rüttelten. Die Allerärmsten werden nicht erreicht; je ärmer die Frauen, desto weniger verbessert der Kleinkredit ihre wirtschaftliche Situation; für Kleinbäuerinnen ist die Laufzeit zu kurz; für nicht ganz arme Frauen sind die Kredite als Startkapital für ein Geschäft zu klein. Die Ungleichheiten sind eben auch vor dem Kredit nicht ganz gleich.

Deutlich schaffen die Darlehen eine neue Frauenrolle in den Familien: Eine „gute“ Frau ist Beschafferin von Geld; dies beanspruchen die Männer dann häufig für ihre eigenen Zwecke. Oft werden Kredite für Notfälle, vor allem für Medikamente ausgegeben oder konsumtiv genutzt. Die Frauen verschulden sich erneut bei den lokalen Wucherern, um pünktlich zurückzuzahlen und geraten wiederholt in eine Verschuldungsspirale. Im Umfeld der Grameen-Bank - und nicht nur dort - nahm die Gewalt gegen Frauen zu, weil Männer mit der neuen Frauenrolle nicht fertig werden. Die Frauen aber sind hoffnungslos überfordert mit all den Entwicklungsaufgaben, die sie übernehmen sollen, auch wenn sie sich durch die Zuschreibungen in ihrem Selbstwertgefühl bestätigt und insgesamt empowert fühlen.

Ökonomisierung des Überlebens:

Tatsächlich sind Mikrokreditprogramme ein Instrument zur massenhaften Mobilisierung von Frauen. Tatsächlich hilft Mikrofinanzierung, wenn sie mit Trainingsprogrammen einher geht, vielen Frauen, die Armut besser zu managen, und einigen auch, die Armutsgrenze zu überschreiten. Frauen bringen erstmals einen Gewinn in die Familie ein, sind sichtbar im Dorf, finden mehr Anerkennung und Selbstvertrauen, kontaktieren Behörden und öffentliche Einrichtungen. Doch diese Möglichkeitsstrukturen sind abhängig von den Macht- und Abhängigkeitsstrukturen in den Familien und Dörfern.

All diese ambivalenten Wirkungen und die Erwartung, daß die Armen sich mit eigenen Kräften aus der Armut befreien können, lassen die soziale Ungleichheit und die Mechanismen, die Armut erzeugen, unangetastet. Die Politisierung der Geschlechter- und der Klassenfrage verschwindet im Windkanal des Marktzugangs. Soziale Mobilisierung erfolgt nicht mehr um die Ressourcenfragen: wem gehört das Land, das Wasser, das Saatgut, der Körper der Frauen, die Arbeit der Frauen, die Macht im Dorf? Die Armen kämpfen nicht mehr für Umverteilung und gegen Klassen- und Kastenschranken. Alles reduziert sich auf die Frage: Wer bringt einen Kredit nach Hause? Der Kredit entpolitisiert die existentielle Frage des Überlebens und ökonomisiert sie in marktangepasster Form. Mit dieser Entpolitisierung leisten Kleinkredite tatsächlich einen Beitrag zu sozialem Frieden und Konfliktvermeidung, indem sie die Armen mit kleinen Gaben befrieden und die Frauen mit einer Portion Empowerment aussöhnen und in die Lage versetzen, durch Selbsthilfe mit der Armut besser fertig zu werden. ■

* Dr. Christa Wichterich, freie Publizistin und entwicklungspolitische Gutachterin. Erschienen in: Informationsbrief Weltwirtschaft & Entwicklung, Nr. 11/2006 (www.weltwirtschaft-und-entwicklung.org).

Libéria

Un an après les élections: Sirleaf entend rétablir la confiance

Cela fait maintenant un an qu'Ellen Johnson Sirleaf a remporté les élections présidentielles au Liberia. Elue à la tête d'un pays de 3 millions d'habitants, tout juste sorti de 14 années d'une guerre qui fit des centaines de milliers de morts, de déplacés et d'orphelins, elle s'est vue investie d'une mission de taille.

Aline Fares*

A l'intérieur du pays, elle doit prendre les mesures nécessaires afin d'éviter la renaissance de conflits fratricides, mais aussi œuvrer à la reconstruction d'un pays exangue, lutter contre une administration corrompue, recréer des services publics quasi inexistantes, et remettre à flots une économie qui s'est effondrée. Au-delà des frontières du Libéria, la réussite ou l'échec de ce petit pays dans ce nouveau départ pourrait être un élément de stabilisation ou de perturbation d'importance pour toute la région ouest-africaine.

Vieux démons

La guerre civile au Liberia, dans laquelle Charles Taylor, ancien président du pays, a joué un rôle de leader sanguinaire, a en effet aussi secoué toute la région ouest africaine. Taylor est poursuivi par le Tribunal Spécial pour la Sierra Leone (pays limitrophe du Liberia) pour „crimes contre l'humanité“ depuis no-

de l'Etat nigérian, Olusegun Obasanjo, annonçait être prêt à assurer le transfert de Charles Taylor au Liberia, ce qu'Ellen Sirleaf s'est vu dans l'obligation de refuser étant donné le réseau de soutien dont bénéficiait encore l'ancien président au Liberia et les dangers que ceci représentait pour le pays. Taylor a donc été finalement transféré le 29 mars au TSSL, où il a plaidé non-coupable. Son procès est maintenant attendu pour avril prochain, à La Haye.

Réconciliation nationale

A l'intérieur du pays, début octobre, une commission pour la vérité et la réconciliation (TRC, Truth and Reconciliation Commission) a commencé ses travaux. Financée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et par des bailleurs internationaux, cette commission a pour objectif d'entendre victimes et bourreaux, et d'arriver ainsi à une réconciliation nationale, sur le modèle de ce qui avait été entrepris en Afrique du Sud. Les plus

donc une condition essentielle si le Libéria veut poser des fondements suffisamment solides à sa renaissance.

Dès son investiture, Ellen Johnson Sirleaf a demandé à l'ONU qu'elle maintienne ses troupes afin d'assurer le maintien de la paix dans le pays. La MINUL, Mission des Nations Unies au Libéria, est aujourd'hui toujours en place. Outre une mission de sécurité, elle œuvre entre autres à la réintégration d'anciens combattants : il s'agit généralement d'enfants qui avaient été enrôlés de force par des troupes rebelles pendant la guerre. Ils sont pour la plupart sans éducation et sans formation. L'objectif de la MINUL est donc de les former, et de les réinsérer par le travail. Depuis la fin du conflit, fin 2003, 100 000 enfants auraient bénéficié de ce programme.

Après l'insécurité, la présidente s'est immédiatement attaquée à la corruption de l'administration libérienne. Des équipes entières ont été limogées quelques semaines après la prise de pouvoir de Sirleaf, et de nouvelles équipes ont été reconstituées. Le système judiciaire est par ailleurs en cours de reconstruction, avec des insuffisances encore criantes : de nombreux crimes ne pouvant être jugés, on voit se développer viols sur femmes et enfants, et autre violences, en toute impunité.

L'urgence d'un redressement économique

Aujourd'hui, l'essentiel de la population est inactive (80% est au chômage) et sans ressources, et peu d'enfants ont accès à l'école, faute d'enseignants et d'établissements disponibles. En 25 ans, le produit intérieur brut par habitants a

Après l'insécurité, la présidente s'est immédiatement attaquée à la corruption de l'administration libérienne.

vembre 2003, soit quelques mois après le soulèvement qui, de Monrovia, le conduit à se réfugier au Nigeria. Depuis, Taylor a largement profité de la protection des dirigeants de la région, qui craignaient les conséquences que son extradition pourrait avoir sur la stabilité de la région. En mars dernier, le chef

jeunes, enfants et adolescents, parfois enrôlés de force comme combattants, n'ont connu que la guerre et ses violences. Ils représentent près de 40% de la population. Un nombre considérables de femmes ont été victimes de viols d'une violence inimaginable... Le travail du TRC, qui devrait durer deux ans, est



■ Ellen Johnson Sirleaf en visite chez le Président de la Banque Mondiale, Paul Wolfowitz, en décembre 2005 (photo: Banque Mondiale).

été quasi divisé par 10, atteignant \$163 en 2005, un niveau en dessous de la moyenne des pays d'Afrique sub-saharienne. Les routes, les ponts, les accès à l'eau et l'électricité, les hôpitaux, les écoles... tous sont complètement détruits. La reconstruction de toutes ces infrastructures est une condition essentielle au redémarrage de l'économie, et du pays tout entier. Mais pour cela, des fonds colossaux sont nécessaires, sans quoi rien n'est possible, et ils le sont immédiatement, car sans changements rapides, le pays risque de sombrer de nouveau dans la violence.

Les visites répétées d'Ellen Johnson Sirleaf dans les principaux pays du monde occidental, et notamment aux Etats-Unis, visaient clairement à rétablir leur confiance dans les dirigeants libériens et à les amener à soutenir l'effort de reconstruction. Il s'agit aussi de convaincre les donateurs de maintenir leur aide malgré la fin du conflit. L'aide internationale a toujours tendance en effet à se tourner vers les situations d'urgence les plus visibles, et à abandonner les pays bénéficiaires lorsque la situation est

en apparence plus normale. Le Liberia souffre aujourd'hui de ce problème : les fonds qui étaient envoyés en temps de guerre diminuent peu à peu, alors que c'est seulement aujourd'hui que l'argent est prêt à être employé des fins de développement.

La priorité a été donnée au retour des jeunes à l'école (il en reste encore plus de 50% dans les rues). Pour nombre d'entre eux, ce sera la première fois. Les bayeurs de fonds ont donc été largement sollicités dans ce sens, pour soutenir à la fois les coûts de construction des écoles, mais aussi la formation d'enseignants et la sensibilisation de la population. Il semble qu'aujourd'hui, peu de cet argent ait encore atteint les caisses de l'état libérien.

Pour ce qui est du programme de réinsertion mené par la MINUL, il rencontre un problème de taille : l'incapacité de l'économie nationale à offrir du travail à ceux qui ont bénéficié de ces formations. Les autorités et les organisations humanitaires sur le terrain voient pointer la menace de l'enrôlement de ces jeunes dans les milices qui combattent

à la frontière Ivoirienne. Le gouvernement a tenté de créer dans l'urgence de nouveaux emplois (Liberian Emergency Employment Program), mais l'état désastreux de ses caisses ne lui permet pas de mettre en place des mesures conséquentes. Et le risque est aujourd'hui réel de voir des jeunes déjà formés s'enrôler dans les milices qui combattent à la frontière Ivoirienne.

La situation du Libéria est donc loin d'être certaine. Les 18 prochains mois seront cruciaux. C'est en tout cas le délai que se donne Ellen Johnson Sirleaf pour insuffler l'énergie nécessaire à son pays. Dépasser cette limite, et compte tenu de l'instabilité dans les pays voisins, et notamment en Côte d'Ivoire, le Liberia pourrait sombrer de nouveau dans le chaos. L'équilibre est ténu, donc, et c'est clairement d'argent, public ou privé, sans conditions et de toute urgence, dont le Liberia a besoin aujourd'hui. ■

* *Aline Fares est membre de l'ASTM*

Ruanda

Kontroverse über Mitgliedschaft in EAC-Wirtschaftsbündnis

Die Ostafrikanische Wirtschaftsgemeinschaft (EAC) bereitet sich derzeit auf die Feierlichkeiten für die Aufnahme weiterer Mitgliedstaaten vor. Vorgesehen ist, dass sich neben Burundi auch Ruanda den Mitgliedsländern Kenia, Tansania und Uganda anschließen wird. Der Beitritt wird in dem zentralafrikanischen Land kontrovers diskutiert.

Aimable Twahirwa*

Treffen werden sich die Staats- und Regierungschefs der EAC-Staaten am 30. November am Sitz der Organisation im tansanischen Arusha. „Wir bereiten eine große Willkommensfeier für Ruanda vor“, hatte der tansanische Staatspräsident Jakaya Mrisho Kikwete bereits Anfang des Jahres während eines Ruanda-Besuchs versichert.

Ruandas Minister für Finanzen und regionale Planung, James Musoni, verspricht sich vom EAC-Beitritt neue Möglichkeiten für die Wirtschaft. Die Unter-

nehmen des Binnenlandes könnten ihre Im- und Exporte dann über die Häfen der Partnerländer abwickeln, erläuterte er. „Ich bin sicher, dass der EAC-Beitritt ein Erfolg werden wird, der nicht lange auf sich warten lässt.“

Ruandas Minister für Finanzen und regionale Planung, James Musoni, verspricht sich vom EAC-Beitritt neue Möglichkeiten für die Wirtschaft

nehmen des Binnenlandes könnten ihre Im- und Exporte dann über die Häfen der Partnerländer abwickeln, erläuterte er. „Ich bin sicher, dass der EAC-Beitritt ein Erfolg werden wird, der nicht lange auf sich warten lässt.“

Mary Baine, Generalbeauftragte der ruandischen Finanzbehörden, ist gleichermaßen optimistisch. Ruandas Importfirmen kämen auf jeden Fall in den Genuss niedriger Zölle, was sich wiederum positiv auf den nationalen und regionalen Handel auswirken werde, unterstrich sie.

Doch die Entscheidung hat durchaus ihre Kritiker. So warnt der Wirtschaftswissenschaftler an der Nationalen Universität von Ruanda in Butare

EAC auf tönernen Füßen

im Süden des Landes, Ruanda sei der Konkurrenz der Nachbarländer nicht gewachsen und werde möglicherweise im harten Preiskampf mit den übrigen EAC-Mitgliedern unterliegen.

Bonaventure Bizumuremyi, Herausgeber der unabhängigen Zeitschrift Umuco (Kinyarwanda für ‚Kultur‘), vertritt die Meinung dass sich der Beitritt auch langfristig nicht für Ruanda auszahlen werde. Er sieht das Überleben der Regionalorganisation gefährdet. Es sei ein

Fehler, das mögliche Scheitern regionaler Integrationsbemühungen nicht einzukalkulieren.

Bizumuremyi wies auf negative Erfahrungen hin, die Ruanda in dieser Hinsicht bereits mit anderen Gruppierungen gemacht habe. So trat das Land der Wirtschaftsgemeinschaft der Länder der Großen Seen und der Organisation für die Entwicklung des Kagera-Flussbeckens bei, die jedoch nicht lange überlebten.

Staatspräsident Paul Kagame hatte im August erklärt, sein Land habe es mit einem Beitritt in die EAC nicht eilig. „Alle Mitgliedsstaaten müssen sich auf das Prinzip der Gegenseitigkeit verständigen, so dass jeder EAC-Staat einen

Nutzen hat“, sagte er. „Es ist nicht nötig, dass Ruanda mehreren Regionalorganisationen angehört. Stattdessen müssen wir den möglichen Vorteilen unseres Landes Priorität einräumen, besonders in den Bereichen wirtschaftlicher und sozialer Wohlstand.“

Die EAC blickt auf eine lange Entstehungsgeschichte zurück. 1917 richteten Kenia und Uganda eine gemeinsame Zollunion ein. Das ehemalige Tanganyika, das später mit der Insel Sansibar zum Staat Tansania verschmolz, trat dieser Organisation 1927 bei. Die Gründung der EAC folgte 40 Jahre später. 1977 führten Streitigkeiten der drei Gründungsmitglieder zu der Auflösung des Wirtschaftsbündnisses, das erst 1996 durch ein neues Handelsabkommen erneut zum Leben erweckt werden konnte.

Die Zusammenarbeit der EAC-Staaten erfolgt in vielen Bereichen: vom Handel bis über Transport und Kommunikation zu Energie, Landwirtschaft und Umwelt. Neben dem zollfreien Warenaustausch streben die Mitgliedsländer bis nächstes Jahr die Einführung einer gemeinsamen Währung an.

Der EAC-Generalsekretär verspricht sich von der Aufnahme weiterer Mitglieder ausländische Investitionen und neue Impulse für den Handel. Bisher besteht das Bündnis aus einem Markt von mehr als 110 Millionen Verbrauchern. ■

* *Aimable Twahirwa ist Korrespondentin für IPS.*

Equateur

Comme partout en Amérique latine, deux modèles s'affrontent

Pour la huitième fois après la réinstauration de la démocratie électorale en 1979, plus de neuf millions d'Équatoriens votaient le 15 octobre 2006, pour élire leur président et vice-président de la République, ainsi que les députés et autorités municipales. Les 13 candidats à la présidence, dont cinq de partis de gauche, illustraient bien la fragmentation d'un pays où l'instabilité politique est chronique et la corruption très présente.

Dilcia Figueroa*

À la crise politique de la dernière décennie, s'ajoutent l'augmentation de la pauvreté (67% de la population) et le chômage qui provoquent la détérioration des conditions de vie de la majorité de la population, faisant apparaître l'émigration comme seule solution. En fait, la fragmentation sociale et géographique entre la „Sierra“ et la „Costa“, ainsi que la méfiance envers la classe politique et les institutions ont provoqué le renversement des trois derniers présidents avant de compléter leur mandat. Depuis 1996, aucun président n'a pu venir à terme de son mandat. Le dernier, Lucio Gutierrez, a été contraint à

contrairement au pronostic annoncé par les derniers sondages, le milliardaire de la banane et l'homme le plus riche du pays, Alvaro Noboa, candidat du parti conservateur, le Parti Rénovateur Institutionnel Alliance Nationale (PRIAN), a remporté le premier tour des élections présidentielles avec 26.83 % de votes contre le candidat de gauche Rafael Correa, qui partait favori, mais qui n'a obtenu que 22.84% des voix. Le mouvement indigène, si fort dans le passé, souffre d'une division interne à l'issue de son appui au Gouvernement de Lucio Gutierrez. Ainsi, le candidat indigène, Luis Macas, a obtenu à peine 2.12 % des votes. Néanmoins, dans ce contexte fortement polarisé entre la continuation du



...dans ce contexte fortement polarisé entre la continuation du modèle néolibéral de Noboa et la „refondation du système politique“ proposé par Correa du Parti Alliance Pays, rien est définitif.

abandonner le pouvoir en avril 2005 à la suite d'une révolte populaire. C'est son vice-président Alfredo Palacios, actuel président, qui lui a succédé.

Comme cela a été déjà le cas dans plusieurs élections qui ont eu lieu dernièrement en Amérique latine, les résultats électoraux du 15 octobre en Équateur sont à nouveau polarisés entre deux modèles, dans un processus électoral marqué par 30% d'abstentions. En fait,

modèle néolibéral de Noboa et la „refondation du système politique“ proposé par Correa du Parti „Alliance Pays“, rien n'est définitif : dans le passé, deux candidats élus au premier tour ont déjà perdu le deuxième.

Deux modèles à choisir

Candidat pour la troisième fois, Noboa, qui se présente comme „l'envoyé

de Dieu“, a mené une campagne électorale basée sur sa philanthropie dans les quartiers défavorisés et sur la promesse de continuation de la politique économique, bénéficiant ainsi du soutien notamment dans la région littorale, la plus puissante économiquement. Face à Noboa, défenseur du néolibéralisme et du traité de libre-échange avec les États-Unis, Rafael Correa, ancien ministre de l'économie sous le gouvernement d'Alfredo Palacios, est un économiste formé aux États-Unis et connu pour sa position anti-néolibérale et nationaliste. De ce fait, Correa promouvait dans sa campagne la convocation d'une Assemblée Constituante afin de réformer les institutions politiques et de donner la priorité à la justice sociale, ainsi qu'à l'intégration régionale latino-américaine dans les domaines économique, énergétique, social et culturel. Il s'est également manifesté contre le traité de libre-échange avec les États-Unis et en faveur de la renégociation des contrats



■ Les principaux candidats au premier tour: (d.g.à.d.: Rafael Correa, Alvaro Noboa, Leon Roldos et Cynthia Viteri).

pétroliers avec les entreprises multinationales, dans le but d'assurer des bénéfices justes pour l'Équateur. Il veut notamment renforcer les relations avec les gouvernements d'Evo Morales (Bolivie) et Hugo Chavez (Venezuela), ce qui n'est pas vu d'un bon œil par les États-Unis. Ce profil nationaliste a permis à ses adversaires d'attirer l'attention sur le danger de son arrivée au pouvoir.

Un équilibre régional fragile

Sur le plan régional, il est également important de souligner les enjeux de ces élections par rapport à la position stratégique de l'Équateur, surtout dans l'optique de la politique extérieure des États-Unis. Son importance géopolitique résulte surtout du fait de sa frontière commune avec la Colombie et de la richesse naturelle dans l'est du pays. Ses gisements de pétrole font de l'Équateur le deuxième fournisseur régional de brut pour les États-Unis.

Les candidats pour le deuxième tour à la présidence équatorienne ont des positions opposées quant à la possibi-

lité de renouvellement de la convention entre les États-Unis et le gouvernement équatorien pour l'utilisation de la base aérienne de Manta. Cette base sert à la lutte contre la drogue dans le cadre du Plan Colombie, qui constitue une stratégie militaire américano-colombienne, dont l'objectif officiel est la lutte contre la drogue. Cependant, pour bon nombre d'observateurs, son véritable propos est de contrôler la région. Correa a déjà mentionné de façon explicite son opposition au renouvellement de ladite convention tandis que Noboa a manifesté son intention de renforcer les relations avec les États-Unis. Cette situation est d'autant plus importante en vue des tendances nationalistes actuelles des gouvernements de Bolivie et de Venezuela.

Le 26 novembre prochain, le deuxième tour s'annonce donc comme une dure confrontation entre deux projets différents. Mais indépendamment du candidat élu, la stabilité politique ne sera pas assurée pour autant, car le pays est divisé. Par ailleurs, Correa, presque sans aucune expertise gouvernementa-

le, n'aura pas le soutien du Congrès où le PRIAN et le parti „La Sociedad Patriótica“ peuvent déjà compter sur le soutien de la majorité. Dans le but de convoquer une Assemblée Nationale Constituyente, sa formation politique, qui n'a guère qu'une année d'existence, n'a pas présenté de candidat au Congrès. En conséquence, sans représentation dans cette chambre, il peut difficilement faire avancer son propos de renouvellement politique du pays, à moins qu'il n'arrive à former des solides alliances stratégiques avec le mouvement social.

La FENOCIN, organisation partenaire de l'ASTM, a de son côté signé une convention avec le candidat Rafael Correa, le 22 septembre, afin de promouvoir conjointement une politique agricole favorable à la réforme agraire et au développement rural. ■

* *Dilcia Figueroa est membre de l'ASTM.*

Eritrea

Eritrea: der jüngste Staat Afrikas

Unabhängig seit 1993 und geprägt durch lange Kriegsjahre, befindet sich dieses Land mitten in einem schwierigen Prozess von Selbstbestimmung, sowie von Nations- und Staatenbildung.

Anne Schiltz*

Eritrea, gelegen im Horn Afrikas, grenzt im Norden und Osten an das Rote Meer, im Westen an den Sudan, im Süden an Äthiopien und im Südwesten an Djibuti. Die 4 Millionen Einwohner gehören neun ethnischen Gruppen an, welche sich – so der Wunsch der Regierung - unter einer Flagge als Nation finden sollen.

Aufgrund seiner günstigen Lage am Roten Meer war Eritrea schon immer ein strategisch wichtiges Gebiet. 1890 von Italien kolonisiert, fiel das Land 1941 unter britisches Protektorat. Nach dem Zweiten Weltkrieg beschlossen die Vereinten Nationen eine Föderation mit Äthiopien. Als der äthiopische Kaiser Haile Selassie das Land 1961 jedoch annektierte und zur 14. Provinz Äthiopiens erklärte, brach ein bewaffneter Unabhängigkeitskrieg aus, der dreißig Jahre dauerte.

Während Äthiopien von den USA und später von der UdSSR umfangreiche Unterstützung erhielt, waren die eritreischen Unabhängigkeitsbewegungen ELF (Eritrean Liberation Front) und die 1970 gegründete EPLF (Eritrean People's Liberation Front) auf sich gestellt. Die Freiheitsbewegung, die ohne fremde Hilfe die Unabhängigkeit des Landes anstrebte und sich weigerte, zu einer Figur im Schachspiel der Weltmächte zu werden, gewann bald weltweit große Anerkennung. So auch die soziale Organisation und die Strukturen, die von der EPLF unter schwierigsten Bedingungen geschaffen wurden, wie z.B. unterirdische Krankenhäuser, Werkstätten und Waisenhäuser.

Erklärtes Ziel der EPLF war, nicht nur politische Freiheit für Eritrea zu erlangen, sondern auch eine neue, gerechtere Gesellschaftsstruktur zu bilden. Zu den wichtigsten Anliegen dieses



■ Strassenszene in Assmara, der Hauptstadt Eritreas (Photo: François Brey).

Programms gehörte die Emanzipation der Frau. Nur durch die Zerstörung des traditional-patriarchalischen Wertesystems könnten politische Rechte und soziale Gleichheit für alle erlangt werden. In der Tat war ein Drittel der EPLF Soldaten Frauen.

Ein neuer Staat

Der Krieg endete 1991, nachdem es der eritreischen Unabhängigkeitsbewegung gelungen war, die äthiopischen Besatzer zu besiegen und die Hauptstadt Asmara zu erobern. 1993 folgte die in einem Referendum gewählte Unabhängigkeit Eritreas.

In den darauffolgenden Jahren erlebte das Land eine Zeit wirtschaftlichen Wachstums und sozialen Fortschritts. Die Bestrebungen der Freiheitskämpfer hinsichtlich der Emanzipation der Frau hatten Früchte getragen: die NUEW

(National Union of Eritrean Women) – eine während des Unabhängigkeitskrieges gegründete Massenorganisation der EPLF, jetzt eine autonome, nichtstaatliche Organisation - setzt sich bis heute erfolgreich für eine Statusverbesserung der eritreischen Frau ein. In der Tat besitzen Frauen in Eritrea Rechte, die in den Nachbarländern nicht als selbstverständlich gelten, z.B. Recht auf eigenes Land, Scheidungsrecht und Anrecht auf die Hälfte des gemeinsamen Besitzes eines Haushaltes. Dem Gesetz zufolge müssen 30% aller gewählten administrativen Posten von Frauen besetzt werden. Zudem kämpft die NUEW aktiv gegen Genitalverstümmelung, indem sie in Workshops Bewusstsein schafft und auf die Probleme und Konsequenzen dieser in Eritrea noch immer weit verbreiteten Praxis aufmerksam macht. Obwohl die Gesetzgebung bezüglich Frauenrechten vergleichsweise fort-



■ Stumme Zeitzeugen der jüngsten Vergangenheit: die kriegerischen Auseinandersetzungen mit dem Nachbarstaat Äthiopien kosteten Tausenden Menschen das Leben (Photo: François Brey).

schrittlich ist, hapert es, vor allem auf dem Land, noch oft an ihrer praktischen Umsetzung.

Krieg mit Äthiopien

1998 verschlechterten sich die Beziehungen zwischen Eritrea und Äthiopien erneut. Ein zwei Jahre dauernder Krieg, der 120.000 Menschenleben forderte, machte die positive Entwicklung die das Land seit seiner Unabhängigkeit erlebt hatte, zunichte. Erst im Jahr 2000 wurde in Algier, unter Vermittlung der „Organisation für Afrikanische Einheit“, ein Friedensabkommen geschlossen. Dieses sah das Entsenden von UN-Friedenstruppen auf eine 25km tiefe Sicherheitszone im eritreischen Gebiet und die Festlegung einer neuen Grenze zwischen den beiden Ländern durch eine unabhängige Grenzkommission vor. Der 2002 bekannt gegebene Grenzverlauf wurde jedoch von Äthiopien nicht akzeptiert. Eritrea seinerseits war nicht bereit zu neuen Dialogen. Die Verhandlungen über diesen Grenzkonflikt sind seitdem zum Stillstand gekommen, ein Zustand, der für beide Länder auf die Dauer untragbar ist.

Die Konsequenzen dieser Situation sind tiefgreifend. Das Regime in Eritrea ist in den letzten Jahren zunehmend repressiver geworden. Obwohl die Regierung offiziell eine Demokratie anstrebt,

sind dementsprechende Strukturen weitgehend noch nicht vorhanden. Die 1997 verabschiedete Verfassung, welche sowohl Wahlen als auch die Etablierung eines Mehrparteiensystems vorsieht, ist bis heute nicht in Kraft getreten. Seitdem oppositionelle Zeitungen 2001 verboten und die Pressefreiheit eingestellt wurden, behält der Staat das Monopol des Zugangs zur Information. Eine einzige staatliche Tageszeitung informiert die Bevölkerung über Neuigkeiten in ihrem Land. Die Grenze zu Äthiopien ist gesperrt und jeglicher Handel mit dem Nachbarland lahm gelegt. Für Eritreer und Äthiopier, die sich oft als „gleiches Volk“ oder „gleiche Kultur“ bezeichnen und durch die dauernde Fehde der beiden Regierungen entmutigt sind, ist dies eine äußerst belastende Situation.

Ein belastender Grenzkrieg

Der Grenzkonflikt fordert wertvolle Ressourcen und Arbeitskräfte, die besonders auf dem Land nötig gebraucht würden. Trotz Kriegsendes im Jahr 2000 fand keine bedeutsame Demobilisierung statt. Noch immer sind viele Soldaten an der südlichen Grenze des Landes stationiert, da ein erneutes Ausbrechen des Konfliktes nicht ausgeschlossen werden kann. Wehrpflicht besteht für Frauen und Männer – sie gehört sogar zum Bildungssystem, da das letzte Schuljahr in

einer Ausbildungskaserne des Militärs in Sawa (Norderitrea) absolviert werden muss. Diese Pflichtausbildung, welche den Ruf hat, äußerst streng zu sein, dauert in der Theorie 18 Monate, wird aber in der Praxis auf unbestimmte Zeit ausgedehnt, so dass sie de facto oft viele Jahre dauert. Das Recht auf Kriegsdienstverweigerung aus Gewissensgründen besteht in Eritrea nicht.

Während des Unabhängigkeitskriegs war Zugehörigkeit zum Militär ein Zeichen von fortschrittlichem Denken und Emanzipation, besonders für Frauen. Die Tatsache, dass Frauen zu den Waffen griffen und an der Seite der Männer an der Front kämpften, sprengte das traditionelle ge-

schlechtsspezifische Rollenverständnis der Bevölkerung und hatte das Potential, dieses für immer umzukrempeln, Genderverhältnisse zu verbessern, die Frau dem Mann gleichzustellen. Heutzutage hat das Militär eine andere Bedeutung bekommen. Um sich dem Dienst zu entziehen, sehen sich viele junge Menschen dazu veranlasst, das Land zu verlassen oder sich zu verstecken. Seit 2000 werden immer wieder Razzien durchgeführt, mit dem Ziel, Militärdienstverweigerer ausfindig zu machen und sie zum Wehrdienst zu zwingen. Deserteure müssen mit harten Strafen rechnen.

Solange der Grenzstreit mit Äthiopien nicht gelöst ist, wird das Land weiterhin an dieser untragbaren Situation leiden. Auch unter schwierigsten Bedingungen will die Bevölkerung nicht aufgeben und hofft auf eine friedliche Lösung des Konflikts. Nach langen Jahren des Kämpfens um die politische Freiheit des Landes, muss die Bevölkerung jetzt Demokratie und persönliche Freiheit anstreben. ■

** Anne Schiltz arbeitet zur Zeit an einem Dokumentarfilm über Eritrea im Rahmen des Projektes „troeller-revisited“.*

Brésil

La réélection de Lula: quel impact pour l'Amérique latine?

Que peuvent attendre les mouvements sociaux brésiliens et la gauche latino-américaine de la réélection de Lula? Pas plus tard qu'en ce début d'année, la réélection de Lula semblait improbable, sa cote de popularité était au plus bas et, d'après les sondages, les candidats présumés à la présidence, tels que José Serra, du Parti du mouvement démocratique brésilien, l'auraient battu haut la main dès le premier tour.

Nikolai Shillinglaw*

Et, bien que la popularité de Lula se soit envolée une fois engagée la période électorale, certaines craintes persistaient. Ainsi, deux semaines jour pour jour avant la date de l'élection (1er tour), des membres de l'équipe de campagne de Lula ont été arrêtés au motif qu'ils auraient acheté des informations destinées à entacher la réputation de candidats de l'opposition.

Et comme si cet épisode n'avait pas suffi à rappeler aux électeurs les pires défaillances du PT au cours de son mandat, la décision consécutive de ne pas participer au premier débat télévisé entre les candidats à la présidence a ravivé l'impression d'un président distant, arrogant ou ayant quelque chose à cacher. Cette absence a également rappelé l'habitude du président d'adopter un profil bas lors des précédents scandales de corruption, et ses affirmations „enro-

l'élection dès le premier tour. Immédiatement à l'issue du premier scrutin, alors que la campagne du candidat de l'opposition semblait s'être renforcée au moment opportun, la réélection semblait tout sauf assurée.

Ironie du sort, ce furent l'incapacité de Lula à remporter les élections dès le premier tour et la perspective d'un éventuel échec qui provoquèrent un virage politique à 180 degrés parmi les mouvements populaires brésiliens les plus en vue, notamment le Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra et le puissant syndicat Central Único dos Trabalhadores. Profondément déçus par l'ampleur des négligences dans l'ordre du jour social de Lula, relégué au second plan au profit de l'adoption de mesures économiques inspirées par le FMI, et en l'absence de progrès en matière de réforme agraire, ces derniers avaient refusé d'afficher publiquement leur soutien au PT avant le premier tour, en supposant,

vement démocratique brésilien (PSDB). Face à l'éventualité de son élection, les mouvements sociaux ont abandonné leur position de désengagement et sont revenus en force pour soutenir „leur“ Lula.

**„Le gouvernement, c'est comme les haricots – ça ne fonctionne que sous pression.“
(Frère Betto)**

Avec plus de 60% des votes obtenus au niveau national, Lula a triomphé au second tour des élections présidentielles qui se sont tenues le 29 octobre. Élu sur le thème de la continuité, et compte tenu des déclarations prononcées par le président en campagne annonçant qu'il n'y aurait pas de grande rupture avec les politiques menées précédemment, que peuvent attendre les mouvements sociaux brésiliens et, plus généralement, la gauche latino-américaine, d'un deuxième gouvernement Lula ?

Dans cette élection, tout comme en 2002, les mouvements sociaux peuvent légitimement revendiquer d'avoir contribué à la victoire de Lula. Toutefois, le théologien et philosophe Leonardo Boff résume la déception d'un grand nombre d'entre eux à l'issue du premier mandat de Lula lorsqu'il affirme que Lula a troqué une assise électorale parmi les mouvements sociaux en l'échange d'un soutien parlementaire.

Ainsi, en décidant de soutenir activement la candidature de Lula au second tour, les principaux mouvements sociaux brésiliens ont clairement manifesté leur préférence pour l'ambivalence de

Le second tour a changé la donne en confrontant soudain les électeurs à un choix difficile entre Lula et le candidat de centre droit, Geraldo Alckmin.

nesques“ selon lesquelles la corruption était l'œuvre de subalternes agissant à son insu.

Le 1er octobre, Lula a payé au prix fort les erreurs de son équipe de campagne en manquant de justesse le nombre de scrutins requis pour remporter

à l'instar de ce que tous les sondages indiquaient, que la victoire de Lula serait assurée dès le premier tour. Le second tour a changé la donne en confrontant soudain les électeurs à un choix difficile entre Lula et le candidat de centre droit, Geraldo Alckmin, du Parti du mou-

l'administration Lula à leur égard au détriment d'un retour à un gouvernement central hostile. Manifestement, les acteurs impliqués dans les mouvements sociaux sont vite redescendus sur terre quant à ce qu'ils pouvaient espérer du gouvernement central, ne serait-ce que pour avoir accédé au pouvoir. Les mouvements ont mûri; ils ont compris que des membres du groupe parlementaire du PT partageant les mêmes idées sont otages d'autres intérêts dans ce qui est

Cette fois-ci, il n'y aura pas de lune de miel, pas de répit accordé par les mouvements sociaux qui commenceront à faire pression dès le premier jour, et l'on attendra du gouvernement qu'il se mette immédiatement au travail.

effectivement un gouvernement de coalition. Le graphique ci-dessous montre que le PT, loin de dominer la Chambre des députés, devra former une alliance avec plus de trois autres partis, en principe de centre gauche, pour obtenir la majorité absolue. Un tel environnement n'est, à l'évidence, pas propice à la promulgation de réformes controversées.

Désormais plus que jamais, les mouvements sociaux savent que les changements ne se produiront que par la mobilisation populaire, sous l'effet de la pression exercée par la société civile sur les députés.

Les leaders des mouvements sociaux reconnaissent également que, si le mo-

vement est favorable aux mouvements de gauche à travers tout le continent, dans l'ensemble, l'acceptation par l'opinion publique des mouvements populaires en tant que tels n'est pas comparable. Dès lors, leur capacité à influencer la politique gouvernementale est limitée. Néanmoins, l'administration Lula a adopté une approche du „vivre et laisser vivre“ vis à vis des mouvements sociaux au cours de son premier mandat, ce qui a permis à ceux-ci de jouir d'une marge

de manoeuvre jusque là inédite, et qu'ils répugnent à abandonner.

Au-delà des frontières du Brésil

Par delà les frontières, en dépit des lenteurs de la réforme nationale et des scandales de corruption à répétition mettant en cause le parti et le gouvernement, Lula demeure la figure emblématique du leader de gauche en Amérique latine. Son retour au pouvoir „est de la plus haute importance pour prévenir un reflux de la vague populaire qui se propage à travers les pays du continent qui élit des présidents progressistes“, a déclaré Frère Betto, activiste politique et ancien chef du programme d'aide sociale Faim Zéro du gouvernement.

Et le frère dominicain de conclure: „Le Brésil joue un rôle stratégique dans cette Amérique latine que refuse d'obéir au dictat de Washington“. Et Lula a été un représentant phare pour une politique extérieure déterminée à se libérer de l'influence des priorités des États-Unis. Il l'a fait en promouvant la solidarité parmi les nations en voie de développement et en adoptant une position ferme et indépendante dans le cadre des négociations commerciales à l'échelle internationale.

L'importance régionale du Brésil part de la détermination de l'administration

Lula à encourager l'intégration continentale et à se faire le champion de l'instauration d'un pont entre différentes tendances parmi les divers gouvernements nationaux de gauche, des plus radicaux tels que celui de Castro à Cuba, Chavez au Venezuela et Morales en Bolivie, aux plus centristes tels que Tabare Vazquez en Uruguay et Bachelet au Chili.

Le Brésil sous Lula a tenu lieu de contrepois à l'influence états-unienne et à l'extension de l'Accord de libre-échange des Amériques, dont la mise en échec est annoncée par l'émergence d'une autre menace qui prend la forme d'accords bilatéraux américains avec les pays d'Amérique latine. Le Brésil continue donc à encourager l'intégration régionale, par l'intermédiaire du Mercosur notamment.

Dans quelle mesure le second mandat de Lula sera-t-il le reflet du premier?

Si la gauche latino-américaine dans son ensemble accueille très favorablement la réélection de Lula, le gouvernement est, au Brésil, confronté à des revendications plus pressantes encore émanant de sa base en faveur de changements politiques drastiques. Cette fois-ci, il n'y aura pas de lune de miel, pas de répit accordé par les mouvements sociaux qui commenceront à faire pression dès le premier jour, et l'on attendra du gouvernement qu'il se mette immédiatement au travail. Ayant établi sa campagne sur la base d'une continuité politique, quelles sont les probabilités que l'administration soit disposée à, et en mesure de mener le type de changements satisfaisants pour sa base?

La montée des développementistes.

„L'ère Palocci au Brésil est révolue“ a déclaré Tarso Genro (ministre des Relations institutionnelles) le jour de l'élection (2^e tour), faisant allusion à l'ancien ministre des Finances, lequel incarnait une politique monétaire d'austérité, qui s'est traduite par une faible inflation mais également par des taux d'intérêt élevés, qui ont étouffé l'emprunt, et une monnaie forte, qui a rendu les exportations



■ Source: The Economist, 5 octobre 2006.

très difficiles pour bon nombre de secteurs économiques.

Le départ de Palloci du gouvernement et le caractère plus expansionniste de l'exercice 2007 sont le signe que les partisans du monétarisme ont perdu du terrain au profit des développementistes. En effet, le programme électoral du PT ne contenait aucune référence à une plus grande indépendance vis-à-vis de la Banque centrale ni à des efforts accrus dans le domaine fiscal.

Une fois les suffrages exprimés, le vice-président José Alencar, qui avait fait preuve de modération dans sa critique de la politique économique au cours de la campagne électorale, a renouvelé ses appels publics en faveur de taux d'intérêts plus bas. Et

Lula en personne a affirmé à plusieurs reprises au cours de la campagne qu'il n'estimait plus la croissance économique comme un facteur indispensable à la redistribution des richesses, mais qu'il convenait désormais de redistribuer les richesses pour obtenir la croissance économique.

Les partisans d'un virement à gauche de la politique gouvernementale voient en une éventuelle restructuration du PT une évolution positive. Les scandales de la dernière administration ont sapé le leadership traditionnel du parti établi en dehors de São Paulo et enraciné dans la tradition syndicaliste. En outre, le séisme qui a secoué l'assise électorale du parti, des centres industriels de São Paulo aux régions plus rurales du Nord et du Nord-Est, d'où proviennent désormais les 5 gouverneurs du PT, suscitera certainement la réflexion dans les rangs des dirigeants du parti, sa composition et ses priorités.

Certains partisans prédisent un Lula moins contenu pour son second mandat, affirmant qu'un président assume son premier mandat davantage en tant que candidat (otage de ses espoirs d'être réélu) qu'en tant que président, et que l'expérience acquise au cours du premier mandat sera bénéfique grâce aux enseignements tirés. De surcroît, ils



■ L'entente est démonstrative entre Hugo Chavez (Venezuela), Nestor Kirchner (Argentine) et Lula (d.g.à.dr.)

prévoient que les réformes qui entrent en vigueur pour la première fois et qui limitent le nombre de petits partis politiques au Congrès, déboucheront sur davantage de gouvernabilité. Ils envisagent avec optimisme la possibilité de former des alliances efficaces au sein d'un Congrès moins fragmenté et soulignent que le nombre accru de gouverneurs du PT contribuera au bon fonctionnement des relations entre le gouvernement fédéral et les États. Enfin, Lula envisagera sans doute de tenir compte de son héritage et, à cet égard, le succès relatif de voisins tels que Morales en Bolivie et Kirchner en Argentine dans la mise en œuvre de politiques plus radicales influencera le propre radicalisme du président brésilien.

„L'espoir est le dernier à mourir“ (proverbe brésilien)

Cela étant, les élections sont peut-être le moment pendant lequel les politiciens sont le moins susceptibles de dire ce qu'ils pensent et le plus enclins à dire ce que les électeurs veulent entendre. Lors des semaines qui ont suivi sa réélection, alors que la Bourse était en proie aux tremblements, Lula s'est empressé d'étouffer les rumeurs quant à l'imminence d'une rupture par rap-

port aux politiques économiques existantes, en particulier s'agissant des taux d'intérêts. Ces messages mitigés illustrent ce que Frère Betto appelle „le paradoxe de la [première] administration de Lula: elle a été élue pour effectuer à la fois des changements structurels et pour maintenir une politique économique néo-libérale“.

Il semblerait dès lors que l'enseignement majeur pour les mouvements sociaux brésiliens, à l'issue du premier mandat de Lula, soit le suivant: l'élection de „leur“ homme ne constitue qu'une étape, et le progrès réel dépend de la capacité de la société civile à s'organiser et à rivaliser avec la coalition d'intérêts qui s'oppose à elle de manière à faire pression sur le gouvernement pour qu'il œuvre en faveur du bien de la majorité, et non de la minorité. Reste à voir si, cette fois-ci, les efforts des mouvements sociaux porteront leurs fruits. ■

**Nikolai Shillinglaw est membre de l'ASTM.*

Traduit de l'anglais par Caroline Pagnot.

CDM-Projekte

Was tragen CDM-Projekte zur nachhaltigen Entwicklung bei ?

Luxemburg auf dem besten Wege, seinen „ehrgeizigen“ Beitrag zum globalen Klimaschutz nicht selbst zu erbringen, sondern von anderen erledigen zu lassen - weit weg im Süden der Welt. Mit dem Allokationsplan vom Juli dieses Jahres genehmigen wir uns einen uneingeschränkten Rückgriff auf den sogenannten „Clean Development Mechanism“ (CDM). Auf dem Weltklimagipfel dieser Tage in Nairobi stehen die CDM-Projekte jedoch wegen einiger Fehlentwicklungen auf dem Prüfstand - der rechte Zeitpunkt also, eine erste Zwischenbilanz zu ziehen.

Dietmar Mirkes*

Laut offiziellen Prognosen wird Luxemburg bei den Reduktionen im eigenen Land sein Kyoto-Ziel in der Periode 2008-2012 voraussichtlich um jährlich 5-6 Millionen Tonnen CO₂ verfehlen. Das Kyoto-Protokoll ermöglicht es jedoch, durch die sog. „Flexiblen Mechanismen“ Emissionsgutschriften hinzuzukaufen. Mit den Mitteln seines „Kyoto-Fonds“ (s. bp3w vom Juli 06) wird das Großherzogtum insbesondere auf Gutschriften aus dem sog. „Clean Development Mechanism“ (CDM) zurückgreifen. Sie sollen sowohl den Industrieländern helfen, ihre Reduktionsziele zu erreichen, als auch zu einer nachhaltigen Entwicklung in den Entwicklungsländern beitragen (Artikel 12 des Kyoto-Protokolls, siehe Kasten) – die Ziellatte war also hoch gelegt, die Erwartungen dementsprechend. Fünf Jahre sind nun vergangen, seit die Spielregeln für CDM-Projekte auf dem 7. Klimagipfel in Marrakesch festgelegt wurden. Ihr Markt boomt, doch mittlerweile steigt auch weltweit die Kritik an ihnen. Schauen wir uns an, was bisher tatsächlich dabei herausgekommen ist.

Der Kohlenstoffmarkt explodiert

Nachdem die Spielregeln in Marrakesch festgelegt waren, mußten erst die Projekte formal richtig ausgearbeitet, von den nationalen CDM-Behörden genehmigt und von privaten Validierungs-

firmen geprüft werden, ehe sie von der höchsten Instanz, dem CDM-Board beim UN-Klimasekretariat, akzeptiert und registriert werden können. Auch diese öffentlichen Genehmigungsinstanzen mußten erst geschaffen werden. Das erste Projekt wurde offiziell am 28.11.04 vom CDM-Board genehmigt.

Seit das Kyoto-Protokoll und der EU-Emissionshandel in Kraft getreten

und damit die Rahmenbedingungen klarer sind, seit europäische Länder wie z.B. die Niederlande sich darauf festgelegt haben, 50 % ihres Reduktionszieles einzukaufen und eine nationale CDM- und JI-Strategie entwickelt haben, sind die Rahmenbedingungen, die die Nachfrage nach Emissionsgutschriften definieren, abgesteckt. Dies hat 2005 zu einer förmlichen Explosion des Kohlen-

DIE FLEXIBLEN MECHANISMEN IM KYOTO-PROTOKOLL

Mit dem Kyoto-Protokoll haben sich die 141 Unterzeichnerstaaten vertraglich zum Ziel gesetzt, die Emissionen von Treibhausgasen - insbesondere von Kohlendioxid - zu vermindern. Es ist im Februar 2005 in Kraft getreten ist. Die Industrieländer haben sich darin verpflichtet, ihre Treibhausgas-Emissionen bis 2008-2012 zusammen um mindestens 5,2 Prozent gegenüber 1990 zu senken. Die Entwicklungsländer haben keine solche Verpflichtung, da ihre Pro-Kopf-Emissionen viel niedriger sind und sie bisher nur zu einem kleinen Teil am Klimawandel mitschuldig sind.

Innerhalb der Industrieländer haben sich die 15 damaligen EU-Länder auf ein Minderungsziel von zusammen – 8 % festgelegt, darin Luxemburg sogar auf –28 %. Allerdings hat Luxemburg auch die höchsten pro Kopf-Werte mit ca. 20 Tonnen CO₂-Ausstoß pro Jahr.

Industrieländer oder Unternehmen die ihre Klimaschutzziele nicht aus eigener Kraft erreichen, dürfen auf „Flexible Mechanismen“ zurückgreifen. Dies bedeutet, daß sie Klimaschutzprojekte in Entwicklungsländern (sog. „Clean Development“-Projekte) oder in Staaten des ehemaligen Ostblocks (sog. „Joint Implementation“-Projekte) finanzieren und sich die Treibhausgasreduktionen, die dabei entstehen, als Emissionsgutschriften auf ihre eigenen Reduktionsziele anrechnen lassen können. Allerdings schränkt Artikel 6 d) des Protokolls diesen Rückgriff dahingehend ein, daß der Erwerb von Emissionsgutschriften nur „ergänzend zu Maßnahmen im eigenen Land“ erfolgen darf.

Der Zweck der CDM ist in Artikel 12 des Kyoto-Protokolls festgehalten :

- (1) Hiermit wird ein Mechanismus für umweltverträgliche Entwicklung festgelegt.
- (2) Zweck des Mechanismus ... ist es, die nicht in Anlage I aufgeführten Vertragsparteien (die Entwicklungsländer, DM) dabei zu unterstützen, eine nachhaltige Entwicklung zu erreichen und zum Endziel des Übereinkommens beizutragen, und die in Anlage I aufgeführten Vertragsparteien (die Industrieländer, DM) dabei zu unterstützen, die Erfüllung ihrer quantifizierten Emissionsbegrenzungs- und -reduktionsverpflichtungen aus Artikel 3 zu erreichen.

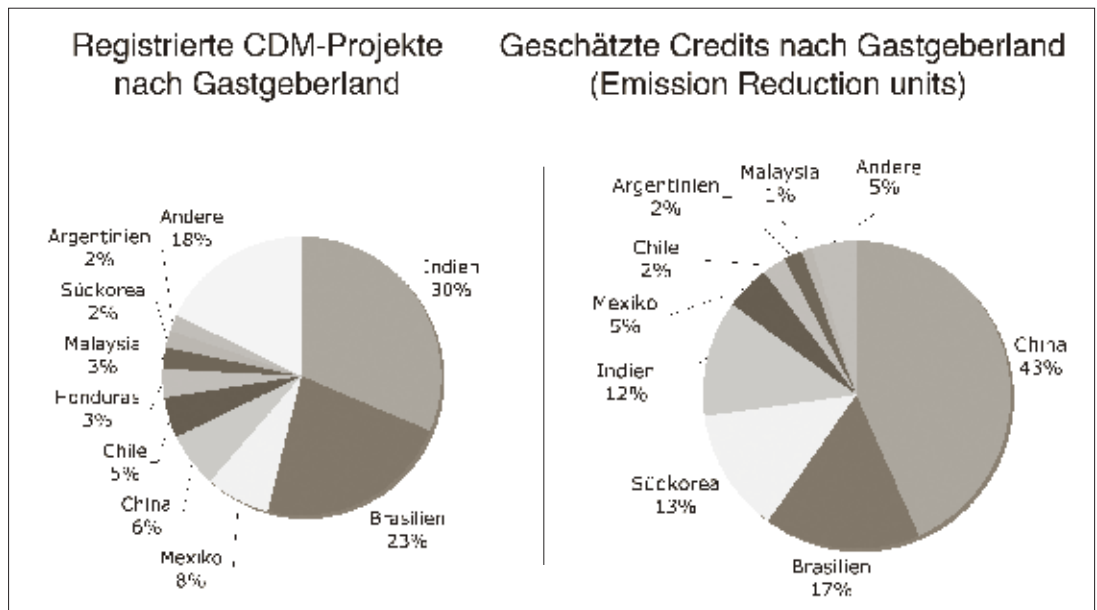
stoffmarkts geführt. Im März 2006 sind weltweit 654 Projekte im Validierungsstadium oder schon registriert mit einer erwarteten kumulierten Menge von 836 Millionen „Credits“ (eine Gutschrift im Äquivalent zu 1 Tonne CO₂) bis 2012. Der Wert des Kohlenstoffmarktes ist Anfang 2006 auf geschätzte 10 Milliarden Euro hochgeschwungen!

Nach Ländern und Sektoren betrachtet

Doch so erfreulich die Steigerung der Quantität ist, so zweifelhaft wird ihr Umschlagen in Qualität bei näherer Betrachtung.

Wo liegen die Projekte? Die nebenstehenden Schaubilder von der website des UN-Klimasekretariats zeigen eine Konzentration der Projekte auf die Schwellenländer: Die am 31.8.06 beim CDM-Board registrierten 280 Projekte verteilen sich auf 34 Gastländer, aber mehr als Hälfte davon liegen in nur zwei Ländern – Indien und Brasilien. Von den acht Ländern mit den meisten Projekten gehört nur eines – Honduras – zu den ärmsten Ländern der Welt. An Afrika geht der CDM-Markt so gut wie ganz vorbei: keine 2 % der Projekte liegen dort.

Aussagekräftiger als die Anzahl der



■ Die CDM-Projekte nach Gastgeberländer (Quelle: <http://cdm.unfccc.int>).

mehr CDM!

Aus welchen Projekten stammen die Credits? Über die Hälfte von ihnen aus den weiter oben erwähnten 654 Projekten, die im März 2006 im Validierungsstadium oder schon registriert sind, stammen aus nur zwei Projekttypen: elf große Chemiefabriken, in denen die beiden Treibhausgase HCF-23 und N₂O, zerstört werden, erzeugen zusammen 52 % aller weltweiten Credits! Rechnet man noch die Kohlegruben und Mülldeponien hinzu, in denen ausströmendes Methan gefangen wird, dann decken diese drei Typen 3/4 aller Credits ab. Auf der anderen Seite ist lediglich ein einziges der 654 Projekte ein Trans-

Der WWF schätzt, daß die CDM weniger als 0,5 % des Marktes für regenerative Energie ausmachen werden, wenn der Trend so weiter geht.

CDM – das sind also im Wesentlichen Prozeßverbesserungen in Chemiefabriken, Kohlegruben und Mülldeponien. Ihr Beitrag zu den Reduktionszielen der Geldgeber im Norden und damit zum globalen Klimaschutz ist zweifellos vorhanden. Allerdings wird er ja gerade dadurch neutralisiert, daß er den Geldgebern im Norden erlaubt, genau diese Menge weiter zu emittieren. Es handelt sich also um ein Nullsummen-Spiel, bei den Treibhausgasen, bei dem lediglich die Kosten geringer geworden sind. Kein Betrieb oder Staat gibt den Betrag für CDM aus, den er ausgeben müßte, wenn er die nötigen Reduktionen teurer zuhause erbringen müßte (wodurch ja per Saldo mehr Treibhausgase reduziert würden), sondern er investiert nur soviel Geld, wie er braucht, um mit CDM-Credits sein Reduktionsziel zu erreichen. Es werden durch die CDM also in der globalen Summe nicht mehr Treibhausgase reduziert, sondern es wird nur Geld gespart – und zwar im Norden. ■

CDM-Projekte: das sind also im Wesentlichen Prozeßverbesserungen in Chemiefabriken, Kohlegruben und Mülldeponien.

Projekte pro Land ist jedoch die Zahl der von ihnen erzeugten Credits. Von den knapp 85 Millionen jährlichen Credits stammt fast die Hälfte (43 %) aus nur einem Land: China! Es folgt mit weitem Abstand ein Trio aus Brasilien, Südkorea und Indien mit jeweils um die 15 %, und auch die restlichen Ländern mit über 1 Million Credits sind Schwellenländer: Mexico, Chile, Argentinien und Malaysia. Fast könnte man sagen: Je stärker und größer die Märkte, desto

port-Projekt. Im März 2006 ist noch kein einziges Golden Standard-Projekt beim CDM-Board registriert, vier sind in Entwicklung, zwei davon haben das Validierungsstadium erreicht (im Oktober 2006 ist eines davon registriert). Eine einzige Chemiefabrik im indischen Bundesstaat Gujarat, die HCFC-23 abscheidet und verbrennt, erzeugt mit über 3 Mio Credits mehr als alle anderen vier Dutzend indischen CDM-Projekte für erneuerbare Energien zusammen.

CDM-Projekte

Die „nachhaltigen“ Auswirkungen einzelner Projekttypen

Die CDM-Projekte erlauben es den Industrieländern, ihre nicht erzielten Emissionsreduktionen durch die Finanzierung von Projekten in Entwicklungsländern zu kompensieren. Gleichzeitig sollen sie einen Beitrag zur nachhaltigen Entwicklung der Gastgeberländer bilden.

Die CDM-Projekte werden oftmals als Beitrag zur „nachhaltigen Entwicklung“ in den Gastländern gesehen. Doch ein Blick in die Veröffentlichungen über die Auswirkungen von CDM-Projekten auf die Bevölkerung in den Projektregionen, lässt erhebliche Zweifel daran aufkommen. Schauen wir uns ein paar ausgesuchte CDM-Typen auf den drei Südkontinenten an.

Senken

Bäume nehmen Kohlendioxid auf und binden es solange der Baum lebt. Wenn er verbrennt, steigt es wieder in die Atmosphäre auf, wenn er zu Holz

verarbeitet wird, bleibt das CO₂ solange gebunden, wie das Holz genutzt wird. Verrotet es, dann bleibt ein Teil des CO₂ im Boden, ein anderer steigt als Methan wieder auf.

Grundsätzlich sind Bäume und damit Wälder also nur vorübergehende Kohlenstoffspeicher. Dies und die Tatsache, dass es ungeheuer schwer ist genau festzuhalten, wieviel CO₂ denn nun pro Baum oder gar pro Hektar gebunden wird, machen Waldflächen, sogenannte „Senken“ (in die das CO₂ wieder heruntergesenkt wird), zu den umstrittenen CDM-Projekten, und zwar sowohl aus ökologischer als auch aus sozialer Sicht.

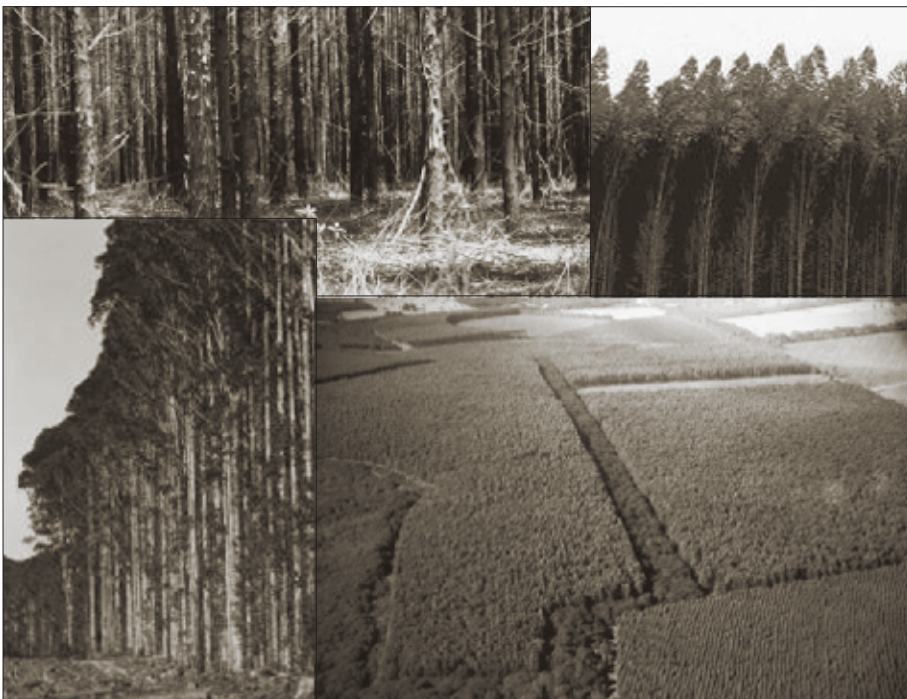
Der Speichereffekt von Mischwäldern oder von Regenwäldern, die von Indigenen seit Jahrhunderten extensiv genutzt wurden, ist kaum zu quantifizieren. Im Kyoto-Protokoll zählen sie nicht - im Gegensatz zu neu angelegten und möglichst einheitlichen Plantagen. Eukalyptus wächst am schnellsten, d.h. bindet am meisten, und so sind Eukalyptus-Monokulturen die bevorzugten und ausgedehntesten CDM-Projekte.

Das Plantar-Projekt in Brasilien

In der Cerrado-Region des brasilianischen Bundesstaats Mato Grosso, dehnt sich auf rund 30.000 ha die wohl bekannteste Eukalyptus-Monokultur der Welt. 30.000 ha, das sind 300 qkm oder fast ein Achtel der Fläche Luxemburgs mit nichts anderem als Eukalyptusbäumen! Dies bedeutet einen massiven Verlust an Biodiversität. Eukalyptus verbraucht sehr viel Wasser; dies führt zu einer Senkung des Grundwasserspiegels und dem Absterben anderer Bäume und Pflanzen in der Region.

„Plantar (die Firma die das Projekt umsetzt) hat überall gepflanzt, sogar im Quellgebiet Seu Zé des Flusses Buritim, 35.000 ha. Sie sprühten Pestizide vom Flugzeug aus. Vorher waren da Rotwild und andere wilde Tiere. Die einheimische Tierwelt lebte zusammen mit unserem Vieh. Aber durch die Besprühungen sind alle elend verreckt“, so ein Mann aus der Region, der aus Angst um seine Sicherheit anonym bleiben wollte (aus: to keep the oil flowing).

Eine Ökobilanz der Plantage, in die auch die ökologischen Kollateralschäden eingehen, sähe sicherlich verhee-



■ Eukalyptus-Monokulturen in Brasilien als Klimaschutz: die Sinnhaftigkeit solcher Projekte wird sowohl aus ökologischer, wie auch aus entwicklungspolitischer Sicht in Frage gestellt.



■ An den Hängen des Mount Elgon in Uganda trifft ein CDM-Projekt der niederländischen FACE-Foundation auf den Widerstand der lokalen Bevölkerung.

rend aus. Es ist das grundsätzliche Problem der CDM-Projekte, alles nur auf diesen einen Faktor der CO₂-Reduktion zu reduzieren. Der Verlust an Artenvielfalt ist egal, was zählt ist nur der angebliche Speichereffekt.

Die Plantage wurde nicht auf Niemandsland angelegt. Der gleiche Mann berichtet weiter : „Der Eukalyptus, den sie hier gepflanzt haben ist für Holzkohle, doch für uns ist es eine Katastrophe. Sie sagen zwar, die Plantage bringe Jobs, aber das Maximum sind 600 Arbeitsplätze auf 35.000 Hektar. Und wenn alles

gepflanzt ist, muß man wieder sechs Jahre warten. Also, was sind das für Arbeitsplätze ? (...) Wir haben vorher hier Kaffee angebaut - Vera Kaffee – (...) und Baumwolle. Es gab diverse kleine Fabri-

Warum pflanzen sie Eukalyptus ausgerechnet auf gutem Ackerboden und nicht auf anderen passenden Böden ?

ken im Umfeld, das sie belieferte. Jetzt steht da nur Eukalyptus - er hat alles andere zerstört.... Warum pflanzen sie Eukalyptus ausgerechnet auf gutem Ackerboden und nicht auf anderen passenden Böden ? Weil es dort zehn bis zwanzig Jahre dauert und hier nur sieben. Sie haben das beste Stück Land genommen und die kleinen Bauern vertrieben und die Dörfer zerstört“

In Brasilien wurde Plantar bekannt durch seine Methoden, Menschen von dem Land auf dem sie lebten, zu vertreiben, und weltweit, weil das Projekt der Firma ein Präzedenzfall war, mit dem die Weltbank versuchte, für Senken generell die Registrierung beim CDM-Board zu erreichen. Denn Plantagen gehören zu den Projekten mit den geringsten Kosten und dementsprechend den höchsten Renditen.

Das Mount Elgon-Projekt in Uganda

Dass es auch noch eine Nummer härter geht, zeigt ein Plantagen-Projekt

am Vulkan Mount Elgon im östlichen Uganda an der Grenze zu Kenia : David Wakikona, Abgeordneter des Parlaments für den Bezirk Manjiya, sagte der ugandischen Zeitung New Vision : „Die neuen Nationalpark-Grenzen wurden einseitig festgelegt und über 10.000 Menschen vertrieben. Die Parkranger sind dort sehr militarisiert und haben über 50 Leute erschossen.“

Dabei ging es nicht um einen klassischen Konflikt bei der Neuausweisung von Naturschutzgebieten. Die Ausweitung der Nationalparkgrenzen stand nämlich im Zusammenhang mit einem Vertrag zwischen der niederländischen FACE-Foundation (Forests Absorbing Carbon Dioxide Emissions) und der Uganda Wildlife Authority (UWA), der Nationalpark-Behörde. FACE ist verantwortlich für die Baumpflanzaktionen, UWA u.a. für die Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung.

Bis heute sind 8.500 ha (von geplanten

25.000 ha) mit vor allem Eukalyptusbäumen im Nationalpark bepflanzt; sie liegen so, daß sie als Streifen den Park vom „Nicht-Park“ trennen. Damit aber bilden sie auch einen natürlichen Korridor, von paramilitärischen Rangern geschützt, der es den Bewohnern nicht mehr erlaubt, die im Nationalpark gelegenen Wälder zu nutzen : Sie gingen dort zur Jagd, weideten dort Ziegen und Kühe, sammelten Bambussprossen und Pilze zum Essen, suchten Kräuter und Heilpflanzen, Feuerholz und Baumaterial - der Wald eben als klassisches Gemeindeland und ein Pfeiler der Subsistenz.

Der Vizechef des Mbale Districts, Masokoyi Swalilich, bestätigte, daß das rüde Vorgehen der Nationalpark-Verwaltung zu Konflikten mit der Zivilbevölkerung führte, so dass Dorfgemeinschaften gezielt Bäume zerstörten, in denen sie ein Symbol ihrer Vertreibung sahen. So wurde z.B. 2003 in einer Nacht ein vier Kilometer langer Streifen von Eukalyptusbäumen zerstört.

Im Februar 2004 berichtete New Vi-

“...I've often (asked) myself, when I've been flying in an aircraft, how the hell can you measure carbon down there to a few per cent? The people that measure the carbon, either by satellite measurements or by flux towers, or by, sort of, sort of looking at the forest... all claim that within some reasonable degree of accuracy or precision you can do it. But when I look down on a complex landscape, I have to be honest, . . . I get very impressed if these guys are indeed correct.

But, hey, the fact that when I look down in an aircraft and I think its going to be complicated, that's my gut instinct versus the scientific community's. And they claim they can demonstrate what precision and accuracy they can get. . . . One has to go with what these scientists are saying.”

Dr. Bob Watson, Ex-Chairman, Intergovernmental Panel on Climate Change, interview with CathyFogel, Washington DC, 6 October, 2001.

sion, daß die Polizei 45 Personen verhaftet hat unter dem Verdacht, in den Mount Elgon National Park eingedrungen zu sein und 1700 Bäume, die von FACE gepflanzt wurden, zerstört zu haben. Die Reduktionseinheiten, die die FACE-Plantagen erzeugen, werden übrigens von der Firma GreenSeat verkauft. GreenSeat wird unterstützt von WWF Niederlande.

Die Triebkraft hinter all diesen neokolonialen Landnahmen ist die steigende Nachfrage im Norden nach billigen Credits aus dem Süden. Das Kyoto-Protokoll begrenzt den Umfang der Senken in den CDM auf 1 % der jährlichen Emissionen der Industrieländer, andersherum ausgedrückt erlaubt es damit den Industrieländern - die durchschnittlichen CO₂-Bindungskapazität von Senkenplantagen, hochgerechnet eine Fläche von über 100.000 qkm (also der 40fachen Fläche von Luxemburg) als Ausgleich ihrer Emissionen in Anspruch zu nehmen - der ökologische Fußabdruck eines Riesen.

Daß das Senkenprinzip nicht für bestehende Wälder gilt, ist erstens inkonsequent und schließt zweitens Hunderte Millionen von Bauern prinzipiell von einer eigenen Nutzung dieses Prinzips aus. CDM ist nichts für einfache Leute - hier geht es nicht nur um wissenschaftliche Genauigkeit, sondern auch darum, Geschäftsfelder klar abzustecken.

Freie Biomasse

Während es bei Senken um Aufforstungen geht, wirkt ein anderer Projekttyp eher in die entgegengesetzte Richtung : Die Erzeugung von Energie aus Biomasse. Das indische *Centre for Science and Environment* (CSE) in New Delhi hat Mitte 2005 indische CDM-Projekte untersucht und die Ergebnisse in seiner Zeitschrift „DowntoEarth“ im November 2005 veröffentlicht. Da zum Zeitpunkt der Untersuchung fast die Hälfte der im Genehmigungsprozeß befindlichen indischen CDM-Projekte Strom aus Biomasse (vor allem aus Ernteresten und Holz) erzeugen, lag hier ein Schwerpunkt der Untersuchung.

Ein Beispiel : die Stromfabrik R.K. Powergen in Hiriyur im District of Chitradurga im südindischen Bundesstaat Karnataka, die ein CDM-Projekt in der

Pipeline hat, frisst immer mehr Biomasse. Der 65jährige M. Tepaswarmi aus dem nahegelegenen Dorf Babboor beklagte sich gegenüber „DowntoEarth“ : „Zuerst fällte die Fabrik alle Bäume in unserer Region, jetzt zerstören sie die Wälder von Chikmangalur, Shimoga, Mysore und anderswo. Sie zahlen 550 Rupien (rd. 10 Euro) für die Tonne Holz an Subunternehmer. Diese wiederum haben Lieferanten aus allen Gegenden von Karnataka.“

Das Ergebnis kann nicht erstaunen : Nach Aussagen eines anderen Dorfbewohners wird es immer schwieriger für arme Leute, genügend Feuerholz zu finden. Eine Familie braucht rd. 10 kg Holz pro Tag fürs Kochen und Heizen. Holz ist ein freies Gut – man muß es nur suchen und nach Hause tragen (eine klas-

sische Arbeit für Frauen und Mädchen).

Werden aber immer mehr Erntereste und Holz zur Stromerzeugung für das nationale Netz verfeuert, dann sinkt die Bodenfruchtbarkeit, und es steigt der Zeitaufwand und damit der Preis für ein bis dato freies Gut. „Biomass for nothing - Deforestation for free“ nennen die Autoren des CSE die Haken an dieser Form der Bioenergie. Nach der zunehmenden Entwaldung im Umfeld der Fabrik gefragt, antwortete der Fabrikleiter Amit Gupta : „Um 500.000 Einheiten Strom zu erzeugen brauchen wir 500 Tonnen Holz. Aber wenn es Entwaldung gibt, dann sind das die Leute schuld, die uns das Holz liefern.“

Auf der Strecke bleibt die Nachhaltigkeit, das uralte Forstprinzip. ■



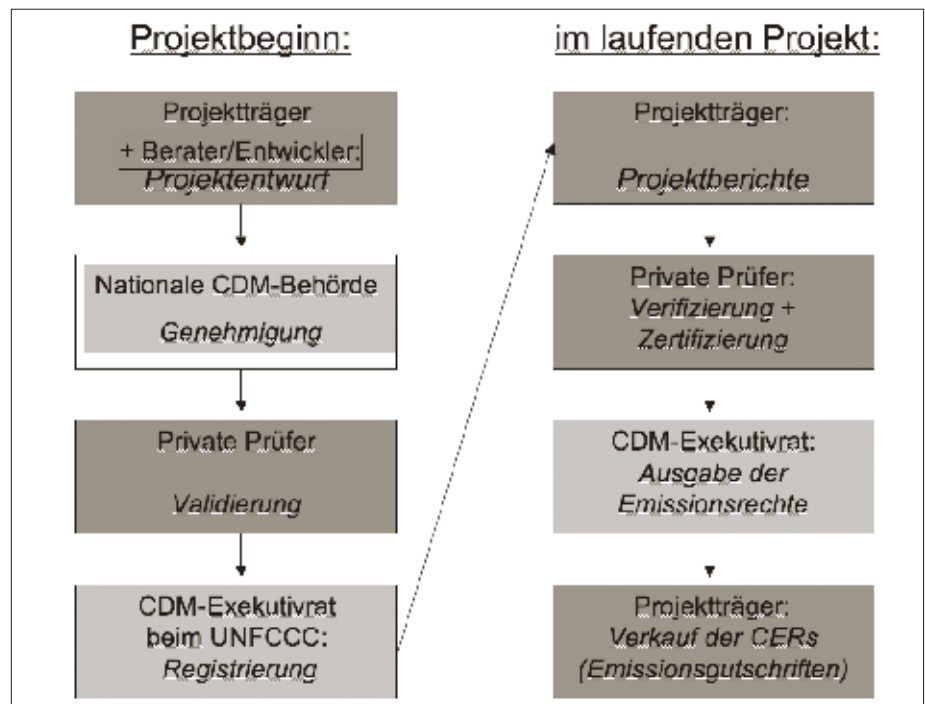
CDM-Projekte

Portfolios statt Ökologie

Die Umsetzung des Emissionshandels wird immer mehr zu einer finanztechnischen und spekulativen Angelegenheit, die hohe Gewinne abwirft. Die Frage nach der ökologischen Sinnhaftigkeit und der sozialen Verträglichkeit von CDM-Projekten ist in den Hintergrund gerückt.

Über die Nachhaltigkeit eines CDM-Projektes muss die nationale CDM-Behörde als Kontrollinstanz wachen. Sie jedoch kontrolliert nicht vor Ort, sondern stützt ihre Genehmigung auf den Projektentwurf. In ihm wird dazu Stellung genommen, ob das Projekt „sozial, ökonomisch, ökologisch und technologisch gut“ ist. Nachprüfbar Kennziffern für „gut“ gibt es – zumindest in Indien - nicht. Auch haben sie keinerlei finanzielle Auswirkungen auf die Zahl der Credits, d.h. „Nachhaltigkeit“ zahlt sich nicht aus. Dieses Project Design Document wird mittlerweile üblicherweise von professionellen CDM-Projektentwicklern erstellt und in der Regel akzeptiert, denn „Berater wie PricewaterhouseCoopers liefern gute Projektdokumente ab“ so R.K. Sethi, Mitglied des indischen CDM-Boards.

Nach der Genehmigung durch die die nationale CDM-Behörde validieren private Prüffirmen das Projekt, bevor es zum CDM-Board der UN zur Registrierung eingereicht wird. Wieviele Credits das Projekt dann tatsächlich produziert, verifizieren und zertifizieren wiederum andere private Prüffirmen, d.h. sie bestimmen letztendlich, wieviel Geld das



die sie beauftragen. Deren Geschäftsinteresse geht aber oft in die gleiche Richtung : möglichst viele Credits regelkonform bewilligt zu bekommen. PricewaterhouseCoopers, Det Norske Veritas (DNV) oder Ernst&Young sind

in wie fern es positive Effekte für die Menschen in der Umgebung hat. Den Journalisten von „DowntoEarth“ fiel auf, daß die Project Design Documents von vier indischen Biomasse-Projekten im Bundesstaat Andrah Pradesh Wort für Wort die gleichen positiven Kommentare von angeblichen Dorfchefs wiedergeben. Die vier Projekte liegen Hunderte von Kilometer auseinander und haben unterschiedliche Charakteristika. Selbst Schreibfehler wiederholen sich in den Dokumenten. Gefragt, wie das denn möglich sein kann, antworteten die Projektberater PricewaterhouseCoopers und Ernst&Young, die diese Dokumente erarbeitet haben, ausweichend, dass identische Projekte in ähnlichen Regionen wahrscheinlich auch ähnliche Project Design Documents haben. Andere Firmen wie CH2M Hill and ICF Consulting bieten nicht nur Verifizierungs-

Sie verfügen über genaue Informationen über die Verkaufspreise der Credits am europäischen oder japanischen Markt und damit über die mögliche Spanne zwischen Verkauf und Einkauf der Credits.

eingesparte Kohlendioxid tatsächlich in Form von Emissionsgutschriften bringt.

Das Wohl und Wehe der Projektträger hängt also von privaten Firmen ab,

klassische Unternehmensberater, die in diesem neuen Geschäftsfeld weltweit agieren. Ob das Projekt von der jeweils nationalen CDM-Behörde genehmigt wird, hängt u.a. von dem Nachweis ab,

Treibhausgas	Quelle	Potenzial (bezogen auf 100 Jahre)
Kohlenstoffdioxid CO ₂	Verbrennung fossiler Energieträger (Kohle, Erdöl, Erdgas in Verkehr u. Industrie) und von Biomasse (Wald-/Brandrodung), Zementproduktion	1
Methan CH ₄	Reisanbau, Viehzucht, Mülldeponien, Kohlebergbau (Grubengas), Erdgas- und Erdölproduktion	23
Distickstoffoxid N ₂ O (Lachgas)	Stickstoffdünger in der Landwirtschaft, Verbrennung von Biomasse	296
Fluorchlorkohlenwasserstoffe (FCKW)	Gruppe verschiedener Verbindungen, Treibgase in Spraydosen, Kältemittel in Kühlanlagen, Füllgase in Schaumstoffen. In Deutschland seit 1995 verboten.	bis zu 14000
Fluorkohlenwasserstoffe FKW/HFKW	Treibgase in Spraydosen, Kältemittel in Kühlanlagen, Füllgase in Schaumstoffen	12–12000
Tetrafluorethan (R-134a, HFC-134a)	Kältemittel in Kühlanlagen	1300
Schwefelhexafluorid SF ₆	Schutzgas bei der technischen Erzeugung von Magnesium, Isoliergas in Hochspannungsschaltanlagen	22.200

■ Die wichtigsten Treibhausgase und ihr Schadenspotential im Verhältnis zum Kohlenstoffdioxid (Quelle: <http://de.wikipedia.org/>)

dienste an, sondern betätigen sich auch als Berater und Makler im Kohlenstoffmarkt. Es sind fast ausschließlich Firmen aus den Industrieländern, die sich hier etabliert haben, und ihre Kosten gehen natürlich als Betriebskosten in die Credits mit ein. Sie verfügen über genaue Informationen über die Verkaufspreise der Credits am europäischen oder japanischen Markt und damit über die mögliche Spanne zwischen Verkauf und Einkauf der Credits.

Und dies beantwortet auch die Frage der indischen Autoren: „Why is a tonne of tradable carbon worth US \$5 in In-

dia and US \$27 in Europe?“ Der Trend ist eindeutig: Nur das Entgelt für die „Rohproduktion“ der Credits bleibt im Süden, die sich immer differenzierter entwickelnden Stufen ihrer Weiterverarbeitung ist Sache von Unternehmen der Industrieländer. Ein Modell, das man kennt.

Doch es ist nicht nur die Zunft der Projektdesigner, -prüfer, -validierer und -zertifizierer, sondern auch die der „Carbon Manager“, die sich bei diesem neuen Handel entwickelt hat. Sie stellen Projekte zu Portfolios zusammen und bilden „Carbon Fonds,“ die sie als attraktive Pakete mit unterschiedlichen Profilen und zu unterschiedlichen Preisen verkaufen.

Dies ist das Terrain der großen internationalen Banken, allen voran die Weltbank.

Seit die Konturen mit dem Inkrafttreten des Kyoto-Protokolls, des EU-Emissionshandels und der nationalen CO₂-Zukaufsquoten wichtiger Industrieländer deutlich werden, sind nun auch die Milliardäre aus dem globalen Spekulationskasino in die oberste Etage des Kohlenstoffmarktes eingestiegen: Investments- und Hedge-Fonds.

Das Treibhausgas HCFC-

23 hat eine 11700fach stärkere Wirkung als CO₂. Dieser Fluorkohlenwasserstoff tritt bei der Produktion von Kühlmitteln für Kühlschränke oder Klimaanlage auf und lässt sich durch eine technische Investition zum Preis von 0,20 bis 0,50 Euro pro Tonne CO₂-Äquivalent abscheiden und verbrennen. Es ist die derzeit billigste Art und Weise, Treibhausgase zu reduzieren. Die chinesischen Chemiefabriken verkauften sie bis vor kurzem für 5 – 6 Euro und nun für rund 9 Euro, denn der chinesische Staat besteuert diese CDM hoch (was übrigens ein guter Ansatz ist).

Das Potential der HFC-Projekte wird auf mehr als 100 Mio Tonnen CO₂ /Jahr geschätzt, und diese Umstände erklären, warum das Geld der Investment- und Hedgefonds hierhin fließt und dieser CDM-Zweig in den letzten beiden Jahren die Tabellenführung in der Credit-Produktion übernommen hat. Rund 77 % der indischen Credits, die derzeit geplant sind, stammen ebenfalls aus Fluorkohlenwasserstoff-Projekten. Das gleiche Spiel läuft bei den anderen starken Treibhausgasen wie zB Methan, das etwa 21mal so viel zur Erwärmung beiträgt wie die gleiche Menge CO₂. Es wird in Kohlegruben und Mülldeponien gefangen und in einigen Projekten zur Stromerzeugung verbrannt (was übrigens als regenerative Energie gezählt wird). Diese hier beschriebenen CDM-

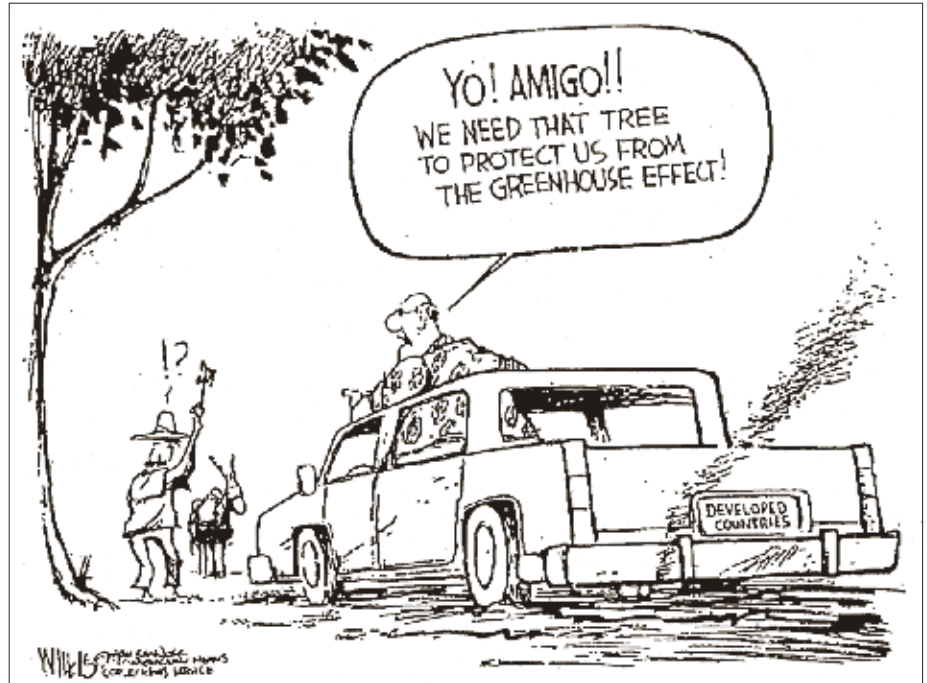


■ Sunita Narain, Direktorin des Centre for Science and Environment (CSE) und Herausgeberin der Zeitschrift „Down to Earth“.

Projekte mit „starken“ Treibhausgasen decken mittlerweile bereits drei Viertel aller Credits ab.

Der Einfluß dieser Fonds auf dem Kohlenstoffmarkt wächst. Auf dem Kohlenstoffmarkt entwickelt sich ein Sekundärmarkt. Derzeit werden noch die meisten Credits direkt vom Produzenten erworben, aber schon ein Drittel auf dem teureren Sekundärmarkt, weil es für die Käufer schlicht einfacher und risikoloser ist.

Aber die Investment- und Hedgefonds schlagen nicht etwa nur eine fixe Spanne auf ihren Einkaufspreis, sondern kreieren Futures und andere Finanzprodukte, mit denen sie auf zukünftige Preise, die sie mit den Credits realisieren können, spekulieren. Erinnern wir uns (bp3w Nr. 229, Juli 2006) : das Maklerunternehmen Natsource geht davon aus, daß die Industrieländer ihre Verpflichtungen bis 2012 um 3 - 4 Mrd Tonnen CO₂ verfehlen werden. Das dies dann so richtig teuer wird, durften wir am Beispiel der spekulativ überhöhten Ölpreise in diesem Jahr schon mal einüben. Der Kohlenstoffmarkt ist zu einem neuen Revier des globalen Spekulationskarussells geworden, das sich schon jetzt darauf vorbereitet, aus dem



brik für einen relativ simplen Verbrennungsvorgang bei mindestens 5 Euro pro Credit jährlich 15 Mio Euro mehr in die Kasse. Natürlich ist es positiv, daß dieses gefährliche Treibhausgas HCFC-23 ab jetzt vernichtet wird. Eigentlich sollte es sofort verboten werden. Aber was wird wohl mit dem Umweltminis-

Luxemburg dabei ist sich einzukaufen, basieren ausschließlich auf dem Argument, dass sie ohne die Gelder aus den Credits nie realisiert würden, weil es keine entsprechenden Umweltgesetze gibt. Die Umweltminister von Gujarat oder El Salvador werden also erstmal abwarten.

Damit aber stellt sich die Frage, ob solche Projekte denn nicht mehr Umweltschutz verhindern als sie schaffen. Das CDM-Board ist sich dieser Problematik bewußt und hat bereits eine Änderung der Spielregel dahingehend veranlaßt, daß Gesetze, die nach der Genehmigung von Projekten erlassen werden, deren Additionalität nicht in Frage stellen, aber auch dies wirft in der praktischen Ausführung viele Fragen auf. Auf dem Klimagipfel in Nairobi vom 6. – 17. Nov. steht dieser Punkt auf der Tagesordnung. ■

Der Kohlenstoffmarkt ist zu einem neuen Revier des globalen Spekulationskarussells geworden, das sich schon jetzt darauf vorbereitet, aus dem Scheitern der nationalen Reduktionsziele Geld zu machen.

Scheitern der nationalen Reduktionsziele Geld zu machen.

Übrigens, was hat dies mit uns zu tun? Ganz einfach: wenn wir uns ab 1.1.2007 ins Auto setzen und den Zapfhahn in den Tankstutzen stecken, kofinanzieren wir dieses Spiel über die erhöhte Sprit- und Autosteuer für den Luxemburger Kyoto-Fonds. So macht Klimaschutz erst richtig Spaß !

Falsche Anreize

Die drei Millionen Credits, die GFL im indischen Bundesstaat Gujarat pro Jahr verkaufen kann, bringen der Fa-

ter von Gujarat, wenn er dies denn tun sollte, geschehen? Er wird sofort wegen Dummheit entlassen. Denn damit hätte gemäß des CDM-Regelwerks jedes weitere HCFC-Projekt seine „zusätzlichen“ Charakter verloren (und drei Viertel aller Credits von indischen Projekten, die in der CMD-Pipeline sind, sind HCFC-Projekte). Der Umweltminister hätte einen munter heranfließenden Geldstrom in die darbenende Chemieindustrie seines Landes zum Versiegen gebracht.

Das Kriterium der „additionality“ ist einer der kritischsten Punkte im System. Viele Projekte, zB die zentrale Mülldeponie von El Salvador, bei der

CDM-Projekte

Die Klimafonds der Weltbank

Die Weltbank war nach ihren eigenen Aussagen eine der treibenden Kräfte, die das Prinzip der Flexiblen Mechanismen gestaltet und in das Kyoto-Protokoll gehievt hat. Dies geschah nicht aus purem Altruismus : Zur Kreditkundschaft der Weltbank zählt fast alles, was im Energiebereich Rang und Namen hat : BP, Gaz de France, RWE, Statoil – um nur einige private und staatliche Unternehmen aus den Unterzeichnerstaaten des Kyoto-Protokolls zu nennen.

Von 1992 - 2004 bewilligte die Weltbank-Gruppe 11 Mrd. US-\$ zur Finanzierung von 128 Projekten zur Förderung fossiler Brennstoffe in 45 Ländern; allein im Jahr 2003 waren es 2,5 Mrd. \$. All diese Kunden hatten ein gemeinsames Problem : Die zu erwartenden Reduktionsverpflichtungen der Industrieländer würden praktisch zwangsläufig für sie zu einer Verengung der Märkte für ihre Produkte führen – und damit auch zu einer dementsprechend geringeren Nachfrage nach Krediten der Weltbank.

Um ihren Kunden eine Lösung für dieses Problem anbieten zu können, entwickelte die Weltbank seit Anfang der

Energiesektor danach - ein paar Prozent ihres fossilen Umsatzes. Im Mai 2004 belief sich die kapitalisierte Summe ihrer Fonds auf 410 Mio \$. Das gesamte Geld, das die Weltbank damit in der Laufzeit von 7 Jahren in Reduktionsprojekte plazierte, beträgt also nicht mal ein Fünftel dessen, was sie allein im Jahr 2003 in die Förderung fossiler Ressourcen gesteckt hat (2,5 Mrd. \$). Kein halbes Jahr nachdem sie im Jahr 2000 den Prototype Carbon Funds eröffnete, bewilligte sie über eine halbe Milliarde Dollar zur Finanzierung der Tschad-Kamerun-Pipeline. Die Emissionen, die das Öl, das durch sie hindurchströmt, in ihrer Lebenszeit verursachen wird, werden mit

sicherlich nicht zu ihrem Schaden sein. Und sie braucht solcherlei Informationsvorsprünge, denn ihre traditionell dominierende Rolle am Kohlenstoffmarkt wird immer mehr von den Investment- und Hedgefonds – zumindest was den Umsatz an Credits betrifft – angegriffen.

Werfen wir einen näheren Blick auf zwei ihrer Fonds, in die sich Luxemburg eingekauft hat : den BioCarbon Fonds und den Community Development Carbon Fonds. Der erste und größte Fonds der Weltbank, der Prototype Carbon Fund, hatte im April 2005 einen kapitalisierten Wert von 180 Mio \$ u.a. mit Plantar, der BioCarbon Fund 44 Mio \$ (Ziel : 100 Mio \$) und der Community Development Carbon Fund 128 Mio. \$. Dazu kommen noch Spezialfonds für einzelne Länder. z.B. die Niederlande.

Einerseits gewährt sie Entwicklungsländern Kredite und berät sie, andererseits spielt sie eine dominierende Rolle am Weltmarkt als Kohlenstoff-Manager.

90er Jahre Fonds, mit denen ihre Kunden in die Lage versetzt wurden, den drohenden nationalen Deckelungen zu entschlüpfen und ihre Umsätze im Bereich der Förderung und des Vertriebs fossiler Ressourcen weiter steigern zu können. Gleichzeitig gestaltete sie mit dem Einfluß, den sie vor allem bei ihren Schuldner unter den Entwicklungsländern hat, die Regeln des Kyoto-Protokolls mit und sorgte mit dafür, dass die Flexiblen Mechanismen eingefügt wurden.

Das Geld, mit denen sie ihre Fonds ausstattet, bewegt sich in einer ähnlichen Größenordnung wie die zu erwartende Nachfrage ihrer Kunden aus dem

knapp einer halben Milliarde Tonnen Kohlendioxid mehr als dreimal so hoch sein, wie die durch diesen Fonds gebundenen oder reduzierten Emissionen.

Mit ihren Fonds schlägt die Weltbank also zwei Fliegen mit einer Klappe : erstens hat sie ein gefragtes neues Produkt für ihre Kunden und zweitens steigt deren Kreditbedarf im fossilen Sektor ungedeckelt weiter. Außerdem steht sie nun in einem potentiellen Interessenkonflikt : Einerseits gewährt sie Entwicklungsländern Kredite und berät sie, andererseits spielt sie eine dominierende Rolle am Weltmarkt als Kohlenstoff-Manager (der Reduktionseinheiten möglichst billig einkaufen will) ; dies wird

Der BioCarbon Fund

Luxemburg hat sich mit 5 Mio Euro in diesen Fonds eingekauft, bereits ein paar Tranchen überwiesen, aber noch keinen „Letter of approval“ unterschrieben.

Der BioCarbon Fund ist der Senken-Fonds der Weltbank. Sie selbst sagt dazu : „Kohlenstoffbindung in Senken bietet die größte Konvergenz zwischen dem Kohlenstoffmarkt und nachhaltiger Entwicklung und zwischen Klimawandel, Anpassung und Armutsbekämpfung.“ Sie wirbt für den BioCarbon Fund mit folgenden vier Argumenten (in dieser Reihenfolge) :

1. Die erzeugten Credits sind billig, voraussichtlich unter 5 \$ / Tonne CO₂.
2. Die Projekte sind bereits im CDM-

Prozess weit fortgeschritten.

3. Senkenprojekte in seinem Portfolio zu haben bringt für die Käufer eine Risikostreuung und eine Garantie auf langfristige konkurrenzfähige Credits.

4. Durch ihre Anteile in diesem Fonds verbessern die Käufer ihr Image als umweltfreundliche und sozialverantwortliche Akteure. Die Reduktionseinheiten stammen teilweise aus einigen der ärmsten Länder und haben substantielle zusätzliche Effekte incl. der Verbesserung der ländlichen Lebensbedingungen.

Tatsächlich finden sich im Portfolio dieses Fonds einige Projekte, die dabei sind, den Bewilligungs-Prozess zu durchlaufen und die sich durchaus vorzeigen lassen : zB die Pflanzaktionen des Green Belt Movement in Kenia, Wiederanpflanzungen bei Tschernobyl in der Ukraine oder Watershed-Maßnahmen am Perlenfluß in China oder auf den Philippinen. Auf der anderen Seite findet man Plantagen in Uganda, DR Kongo, Kolumbien, Mali und Hondu-

ras, die die Hauptmenge an Creditis erzeugen und deren Sozialverträglichkeit man nach den Erfahrungen aus anderen Senkenprojekten a priori bezweifeln darf. Fonds haben es an sich, daß man nur prozentuale Anteile vom gesamten Portfolio kaufen, nicht aber sich einzelne Projekte herauspicken kann.

Das Hauptproblem können all diese Projekte aus sich selbst heraus jedoch nicht lösen : Bäume speichern CO₂ nur vorübergehend. Wir verschieben das Problem einfach nur auf unsere Kinder. Dies ist einer der Gründe dafür, warum Senken vom Handel im innereuropäischen Kohlenstoffmarkt, dem European Emissions Trading Scheme (ETS) ausgeschlossen sind.

Der Community Development Fund

Hier hat sich Luxemburg mit 10 Mio Euro eingekauft. Auch hier wurden bereits Tranchen überwiesen, aber noch

keine „Letter of approval“ unterschrieben. Sein Portfolio umfaßt eine große Bandbreite verschiedener Projekte, darunter ein großes Biogas-Programm in Nepal, Watershed-Maßnahmen auf den Philippinen, Prozeßverbesserungen bei der Ziegelherstellung in Indien und Zuckerproduktion in Guayana, aber auch Staudämme in Südafrika und China. Eine Bewertung kann nur Projekt für Projekt vorgehen und würde den Rahmen dieser ersten Bestandsaufnahme sprengen.

Der „Multilateral Carbon Credit Fund“

In diesen Fonds der Europäischen Bank für Wiederaufbau und Entwicklung hat sich Luxemburg mit 10 Mio Euro (BERD) eingekauft. Die Bank hat ihre „enveloppe budgétaire“ noch nicht zusammen und noch kein Portfolio präsentiert. ■

CDM-Projekte

Das Deponie-Projekt in El Salvador

Luxemburg steht kurz davor, einen Vertrag zum Ankauf von Emissionsgutschriften aus einer Deponie in El Salvador abzuschließen. Es handelt sich um die Mülldeponie der Hauptstadt San Salvador, die 17 km weiter nördlich in der Nähe der Stadt Nejapa liegt und von der salvadorianischen Firma MIDES (Manejo Integral de Desechos Sólidos) betrieben wird.

Am 20.6.06 berichtete die salvadorianische Zeitung „La Prensa Grafica“, daß das UN-Klimasekretariat das erste CDM-Projekt des Landes registriert hat : Die kanadische Firma Biothermica Technologies investiere acht Millionen \$ auf der zentralen Mülldeponie der Hauptstadt San Salvador bei Nejapa, um das dort ausströmende Deponiegas zu fangen und zur Stromherstellung zu verbrennen. Täglich sollen dann 500 Tonnen CO₂-Äquivalent nicht mehr in den Himmel El Salvadors aufsteigen. Die daraus resultierenden Gutschriften werde MIDES an den Hauptkunden Norwegen, aber auch an Japan, Belgien

und die Niederlande verkaufen (Luxemburg wird hier nicht genannt). MIDES hat mit Biothermica die Betreiberfirma Bionor gegründet.

Im April hat die erste Bauetappe begonnen : das Verlegen eines unterirdischen Rohrsystems, das die Gase, die sich bei der Zersetzung des organischen Abfalls bilden, einfängt. Kostenpunkt : rd. 2 Mio \$. Diese Gase werden dann Generatoren speisen, die daraus Strom für das öffentliche Netz erzeugen. Obwohl es Biothermica Technologies sei, das investiere, erhalte MIDES 5 % vom Verkauf des Stromes und 5 % vom Verkauf der Emissionsgutschriften.

Das Project Design Document vom Juli 2004 enthält mehr Details: Deponiegas besteht aus Methan und Kohlendioxid. Das Kohlendioxid gilt als Bestandteil des natürlichen Kohlendioxidkreislaufs und wird daher nicht gezählt. Das Methan jedoch wird als anthropogen bewertet und gezählt.

In der Phase 1 wird das sich bildende Deponiegas gesammelt und verbrannt. Methan ist 21mal klimaschädlicher als Kohlendioxid. Bei seiner Verbrennung oxydiert es zu dem also 21mal ungefährlicheren Kohlendioxid. Dadurch werden jährliche Treibhausgas-Reduktionen in Höhe von 74.000 (2006) bis

218.000 Tonnen CO₂ (2012) erwartet, zusammen knapp 1,3 Mio Tonnen. Auf Basis der dann gemessenen tatsächlichen Methanmengen werde in Phase II eine Stromfabrik entworfen und errichtet. Nach gegenwärtiger Schätzung

von Deponiegas gibt. Auch sei es unwahrscheinlich, dass es in absehbarer Zukunft eine solche Neuregelung geben wird. Die Investitionskosten in Höhe von 8,1 Mio \$ können nur getätigt werden, wenn es Erlöse aus dem Verkauf der

Die kanadische Firma Biothermica Technologies investiere acht Millionen \$ auf der zentralen Mülldeponie der Hauptstadt San Salvador bei Nejapa, um das dort ausströmende Deponiegas zu fangen und zur Stromherstellung zu verbrennen.

wird sie 3 MW (2007) bis 4 MW (2012) jährlich produzieren. Dieser wiederum ersetzt konventionellen Strom für das Netz von El Salvador, das zu 54 % aus Diesel aus erzeugt wird, und generiert dadurch weitere Gutschriften in Höhe von jährlich 14.735 Tonnen CO₂ (2008) bis 19.647 Tonnen in 2012, zusammen rd. 100.000 Tonnen.

Die Zusätzlichkeit wird damit begründet, daß es in El Salvador keinerlei gesetzliche Vorschriften zur Vermeidung

von Deponiegas gibt. Auch sei es unwahrscheinlich, dass es in absehbarer Zukunft eine solche Neuregelung geben wird. Die Investitionskosten in Höhe von 8,1 Mio \$ können nur getätigt werden, wenn es Erlöse aus dem Verkauf der

Credits gibt ; der Verkaufspreis wird mit geschätzten 6,2 \$ / Tonne angegeben. In der salvadorianischen Presse taucht auch schon mal die Investitionshöhe von 30 Mio \$ auf (Diario El Mundo, 10.5.06) bzw. eine Stromleistung von 5 MW (Diario El Mundo, 31.3.06).

Bionor bezeichnet in der salvadorianischen Presse das Projekt „als Beitrag El Salvadors zum Kyoto-Protokoll, das es ja mit unterzeichnet hat“. Das Projekt wurde am 28.9.05 vom salvadoriani-

schen CDM-Board, der Oficina de Cambio Climático del Ministerio del Ambiente y Recursos Naturales (MARN), gutgeheißen. Sein Direktor, Mauricio Ayala, bezeichnet das Projekt als umweltfreundlich: es erspare den Import von jährlich 60.000 Barrel Öl, was einer Ersparnis von 3 Mio \$ gleichkomme und damit zu einer nachhaltigen Entwicklung des Landes beitrage.

Der Umweltschützer Dagoberto Gu-tierrez glaubt, daß es eine gute Nachricht ist, wenn Müll in Energie umgewandelt wird, wenn dies Teil einer staatlichen Müllpolitik ist, die allerdings bis dato nicht existiere (El Diario de Hoy, 14.10.05).

In der Presse taucht der Preis von 6,2 \$, der im Projekt Design Dokument für die zu erwartenden Credits genannt wird, nicht auf und damit auch nicht die Tatsache, daß der Investor bei einem geschätzten Gesamtverkauf von 1,4 Mio Tonnen das investierte Geld bereits in sieben Jahren wieder zurück hat. Dann würde sicherlich auch eine Debatte darüber entstehen, ob die Tatsache, daß MIDES nur 5 % vom Verkaufserlös der Credits und des Stroms erhält (und Biothermica 95 %) eigentlich einen gerechten Deal unter Partnern darstellt. Der grundsätzliche Sachverhalt, warum eigentlich jemand diese Credits kauft, nämlich daß die Käufer damit das Recht erwerben, in diesem Umfang weiter zu emittieren, scheint derzeit noch kein Thema in der salvadorianischen Presse zu sein.

Das Projekt leistet sicherlich auf der nationalen Ebene durch Technologietransfer und Biostrom einen Beitrag zur nachhaltigen Entwicklung (wobei Biothermica seine Technologie sicherlich nicht zum Kopieren frei gibt). Auf der globalen Ebene betrachtet erwirtschaftet hier jedoch ein kanadisches Unternehmen an einem Billigstandort im Süden günstige Emissionsgutschriften für Industrieländer. Kein Beitrag also zur globalen Nachhaltigkeit, denn ihm fehlt das zentrale Kriterium der Gerechtigkeit. ■

Das Deponie-Projekt in El Salvador

Momentan wird das Methangas, das durch die Zersetzung der organischen Abfälle entsteht, einfach durch angelegte Röhren in die Atmosphäre geleitet (siehe Bild unten). Das Projekt sieht vor, dass dieses Gas aufgefangen wird und dann in einer zweiten Phase zur Stromerzeugung genutzt wird.



CDM-Projekte

Ökologischer Fußabtritt statt nachhaltiger Entwicklung

Rund um die „Herstellung“ von Emissionsrechten hat sich ein lukratives Geschäft entwickelt. Die Entwicklungsländer erhalten durch die Clean Development Mechanisms (CDM) Gelder, um klimafreundliche Projekte umzusetzen. Dabei geht der Anreiz verloren, dies aus eigenem Ansporn zu tun.

Keine Transparenz, keine Partizipation

Wie soll ein Bauer in Mato Grosso, Uganda oder Karnataka verstehen, dass es Menschen im Norden gibt, die für das Wachsenlassen von Bäumen oder nicht emittierte Gase viel Geld bezahlen? Wenn überhaupt etwas, dann wird ihnen höchstens mitgeteilt, daß die Projekte eine gute Sache seien, die dem globalen Klimaschutz dient, ohne allerdings die Geldflüsse dafür zu nennen.

Die Nicht-Kenntnis des CDM-Mechanismen reicht bis weit in die mittleren Verwaltungsebenen der Gastländer hinein. Man kann pauschal vereinfacht sagen, daß die Menschen in den Projektregionen bis auf eine Handvoll Entscheider das Spiel, das da läuft, nicht verstehen. Mit Transparenz und Partizipation hat dies nichts zu tun - zwei elementare Voraussetzungen von Nachhaltigkeit sind nicht gegeben. Die Intransparenz und der Mangel an überprüfbareren Kennziffern für „Nachhaltigkeit“ sind aber auch sehr nützlich - wie das Beispiel der indischen Biostromfabrik zeigt - wenn es darum geht, Verantwortung auf andere abzuschieben,

Wie soll ein Bauer in Mato Grosso, Uganda oder Karnataka verstehen, dass es Menschen im Norden gibt, die für das Wachsenlassen von Bäumen oder nicht emittierte Gase viel Geld bezahlen?

klassischerweise nach unten. Der Käufer der Credits geht davon aus, dass er für sein gutes Geld gute Ware erhält,

die ja vom CDM-Board beim UNFCCC anerkannt sind. Das CDM-Board prüft die Methodologien in den Projektdokumenten und geht davon aus, daß die nationalen CDM-Boards den Beitrag des Projektes zur „nachhaltige Entwicklung“ gutgeheißen haben. Die nationalen Boards ihrerseits verlassen sich auf die Projektdokumente der Berater und überprüfen die Angaben darin nicht vor Ort. Und wenn dann doch irgendetwas nicht so läuft wie geplant, dann sind es letztendlich die Bauern vor Ort schuld, die den Wald von Holz leerräumen oder Plantagen verwüsten. Ein globaler Verschiebepunkt von Verantwortung von oben nach unten !

CDM: Wie „clean“ sind die Projekte ?

Auch noch so gute CDM-Projekte können ihre grundsätzliche Schwachstelle nicht aufheben : so gut es ist, dass die Treibhausgase - vor allem die starken - nicht mehr in die Atmosphäre gelangen, dürfen wir nicht vergessen, daß dafür ja die exakt äquivalente Menge CO₂ bei uns in Europa weiter in die Luft gelangt Schlechtes hier bei uns wird

durch Gutes im Süden neutralisiert, vom Süden her gesehen aber werden ihre guten Projekte durch das Schlechte

bei uns ebenfalls neutralisiert. Sowohl in ökologischer als auch in moralischer Hinsicht ist das Ganze im Endeffekt ein Nullsummenspiel, das das Business-as-usual bei uns weiterlaufen läßt.

Eine weiteres strukturelles Problem besteht darin, dass sie Ein-Punkt-Projekte sind : „clean“ bedeutet nur, dass sie frei von Treibhausgasen sind (oder diese speichern). Ökologische Kollateralschäden durch die Projekte gehen nicht in die Berechnungen der Credits mit ein. CDM-Projekte verringern aber tendenziell die Biodiversität - vor allem Senken-Monokulturen, aber auch Biomasseprojekte, weil sie den Ökosystemen Arten und Biomasse entziehen. Es gibt es keine Ökobilanzen. Der Begriff „clean“ suggeriert aber, daß sie insgesamt „sauber“ seien ; dies ist schlicht falsch.

CDM: Welchen Beitrag leisten sie zur Entwicklung ?

Im Artikel 12 des Kyoto-Protokolls steht klar zu lesen, daß die CDM einen Beitrag zur nachhaltigen Entwicklung in den Gastländern leisten sollen. Was aber trägt das Verbrennen von HCFC-23 in einer Chemiefabrik oder von Methan in Kohlebergwerken und Mülldeponien zur nachhaltigen Entwicklung bei ? Wenig bis gar nichts - das Problem ist auch hier der punktuelle technologische Ansatz. Positive Wirkungen auf die Bewohner der Region werden zwar abgefragt, aber nicht wirklich mit harten Fakten belegt und überprüft ; vor allem bringen sie dem Projektträger keine finanziellen Vorteile ein. Projekte wie zB Senken verhindern sogar Entwicklung, indem sie Lebensraum und potentielle Entwicklungsflächen entziehen und stilllegen.

Nicht umsonst wird jetzt in Nairobi die Möglichkeit diskutiert, sektorielle, d.h. projektübergreifende Maßnahmen als CDM-Projekte anzuerkennen. Daß die CDM an den ärmsten Ländern und den drängenden Problemen wie zB Verkehr vorbeigehen und dass sie im Markt der regenerativen Energien im Süden nur

sungs-Fonds, der den Entwicklungsländern hilft, sich an die Folgen des Klimawandels anzupassen ; auch daher rührt deren Interesse am weiteren Ausbau der CDM. Und von den ersten 15.000 CER eines Projektes gehen je 0,10 \$ als Gebühr an das UN-CDM-Board,, von den nächsten CER je 0,20 \$.

termachen wie bisher, die anderen sollen sich ändern.

Es hat sich also in der Praxis herausgestellt, daß der Name „Mechanismus zur sauberen Entwicklung“ nicht zutreffend ist ; es ist vielmehr ein Wunschbild, das über die Bühne geschoben wird, damit jeder das Seine hineinprojizieren kann. Treffender – aber leider unromantisch - ist der Begriff „Footprint-Projects“, Projekte, die der ökologische Fußabtritt des Nordens sind.

Ein immer größerer Anteil der Projektgelder erreicht infolge der hohen Transaktionskosten gar nicht mehr die Projektregion.

eine *quantité négligeable* darstellen, wurde schon gesagt. Dies schließt nicht aus, dass es auch „gute“ Projekte mit Entwicklungsbeiträgen gibt – sie stellen zwar eine relativ große Anzahl dar, fallen aber insgesamt sowohl in Bezug auf die Menge der erzeugten Credits als auch in ihrer Bedeutung für das Gastland kaum ins Gewicht. Ein immer größerer Anteil der Projektgelder erreicht infolge der hohen Transaktionskosten gar nicht mehr die Projektregion.

CDM: Gibt es eine „automatische“ saubere Entwicklung ?

Nein ! Entwicklung ist kein mechanischer, sondern ein komplexer sozio-ökonomischer und kultureller Prozeß, der sich aus zahllosen Wechselwirkungen der Aktionen vieler beteiligter Menschen ergibt. Ein Wesensmerkmal ist die Fähigkeit, Prioritäten zu setzen. Ob Projekte realisiert werden, hängt stark ab von den Entscheidungen von „Carbon Managern“, Unternehmensberatern, Banken und Fonds, deren Zentralen im Norden (oder auf den Cayman-Inseln) sitzen. Sie beeinflussen auch über das Prinzip der „Zusätzlichkeit“ die nationalen Umweltgesetze in den Gastländern. All diese Umstände und Kräfteverhältnisse führen nicht zu einer Entwicklung, die automatisch sauber ist, sondern zu einer abhängigen Entwicklung, die in den Gastländern die Prioritäten vor allem bei der Umweltgesetzgebung massiv beeinflusst.

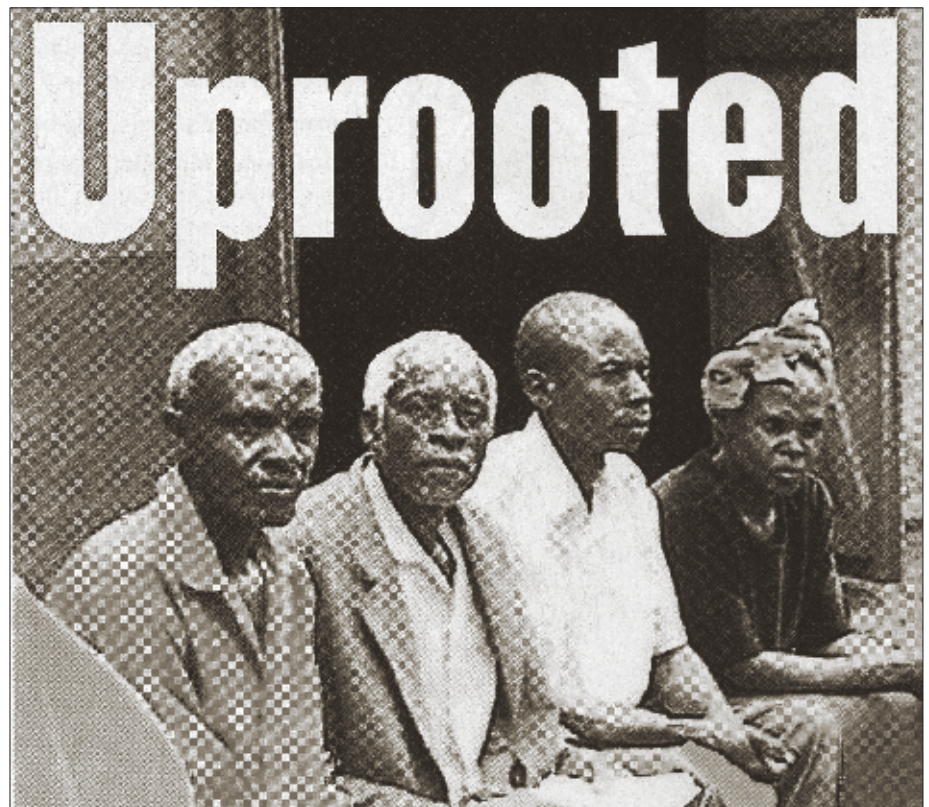
Zwei kleine Geldströme fließen jedoch zugunsten von globaler Gerechtigkeit : 2 % jeder CER gehen in den Anpas-

Dem jedoch stent ein anderer, negativer Mechanismus gegenüber : Da die überwiegende Mehrheit der Credits in den Gastländern durch das Vernichten starker Treibhausgase und das Binden in Senken generiert wird (und nicht durch die Erzeugung zusätzlicher Energie), vertieft sich der Graben zwischen Nord und Süd im Energieverbrauch und in den Treibhausgas-Emissionen pro Kopf. Wir im Norden können weig-

Die Durban Declaration

Wen wundert es bei diesem Stand der Dinge, dass sich mittlerweile ein globales Netzwerk von CDM-Gegnern entwickelt hat. Die „Durban Declaration on Carbon Trading“ ist ihr Manifest ; sie wurde am 10. Okt. 2004 in Durban / Südafrika von 20 Organisationen unterzeichnet; dazu sind mittlerweile noch an die Hundert Unterstützer-NGOs gekommen – auch hier fast alle aus dem Süden, aber auch z.B. Friends of the Earth International und FoE Australien.

Sie enthält neben vielen Argumen-



■ „Entwurzelt“: Bauern aus Mabembe im im Osten Ugandas. Um dort CO₂-Plantagen anzulegen, wurden sie von den Rangern der Nationalpark-Behörde gewaltsam von ihrem traditionellen Land vertrieben. Weil sie zurückkamen, wurden sie als „Eindringlinge“ inhaftiert (Photo: New Internationalist).

ten, wie sie auch in diesem Dossier zu lesen sind, viele grundsätzliche Kritik am Kohlenstoffmarkt (s. www.fern.org oder www.sinkswatch.org). Erwähnt sei hier nur die Einschätzung, daß der CDM-Markt angesichts des drohenden Klimawandels eine „totale Vergeudung von Zeit“ sei, die zudem „die Illusion nährt, daß die Konsummuster des Nordens aufrechterhalten werden können, ohne dem Klima zu schaden“.

Wem aber nutzen die CDM ?

Die großen Nutznießer sind die Öl- und Gasmultis und alle energieintensiven Konzerne in den Industrieländern. CDM – das ist ihr Spiel ; sie können trotz Emissionsreduktionen weitermachen wie bisher (und auch wir Konsumenten).

Der Mechanismus sorgt dafür, daß die verbleibenden Ölressourcen vorrangig bei uns im Norden konsumiert werden.

Nutznießer sind auch die Fonds, Banken und Unternehmensberater, die ihr Geschäftsfeld erweitert haben und – obwohl sie bisher kaum als Ökologen aufgefallen sind - sich als neue dominierende Kaste im Dienste des globalen Klimaschutzes etabliert haben. Auch Teile der Eliten im Süden nehmen gerne die neuen Einnahmen mit, die ihre Projekte jetzt generieren können; dies stärkt ihre Position im internen Kräfteverhältnis der Gastländer.

Und die Verlierer ?

Auf der Verliererseite stehen nicht nur einfache Menschen in den Projektregionen und in den vom Klimawandel betroffenen Gebieten, sondern auch die Demokratie.

Eine Kernaufgabe des Staates – die Sicherung der Lebensbedingungen – wird den anonymen Kräften des Marktes anvertraut. Wenn ein Großteil der Reduktionsverpflichtungen einfach in Fonds eingekauft werden kann, deren Portfolios man nicht mal mehr zerlegen kann, wer kann dann noch nachvollziehen, was da eigentlich geschieht? Derzeit weiß niemand, was im Namen des Luxemburger Klimaschutzes in der weiten Welt passiert und welche Auswirkungen es insgesamt hat.

Fünf Punkte erscheinen mir wichtig:

1. Luxemburg muß die Mehrzahl seiner Reduktion im eigenen Lande erreichen ; der Zukauf darf laut Kyoto-Protokoll nur zusätzlich (also max. 49 %) sein.

2. Auch dann noch ist der Zukauf ökonomisch unsinnig, denn er treibt uns nur tiefer in die fossile Sackgasse hinein.

3. Wenn sie wirklich etwas zur nachhaltigen Entwicklung beitragen sollen, müssen die CDM reformiert werden.

4. Luxemburg darf keine Credits aus Senken kaufen.

5. Der Zukauf muß verantwortlicher, transparenter und demokratischer gestaltet werden und Teil einer bewußten Strategie sein. ■

* *Dietmar Mirkes ist Mitarbeiter der ASTM*

Literatur- und website-Liste

- G.Alber und B. Kaminski : „Klimaneutral“ ? Freiwillige Kompensation von Treibhausgasemissionen, Klima-Bündnis, Frankfurt Okt. 2006
- Broken Promises : How World Bank Group policies fail to protect forests and forest people's rights, Hg-Gruppe CDMWatch, SinksWatch, The Rainforest Foundation u.a (Reader mit vielen Süd-Autoren), 2005
- CAN Europe (Hg.) : CAN Europe position on CDM sinks, www.can.org
- K. Capoor, P. Ambrosi (World Bank) : State and trends of the carbon market 2006, World Bank & IETA (International Emission Trading Association), Washington Mai 2006
- Carbon Trade Watch / The Transnational Institute : diverse Veröffentlichungen auf www.carbontradewatch.org
- CDMWatch (Hg.) : The World Bank and the carbon market, Rhetoric and Reality, April 2005, www.cdmwatch.org (zZ stillgelegt).
- Centre for Science and Environment / CSE (Hg.) : What's CDM about ? in : DownToEarth, 15. Nov. 2005, New Delhi, 2005, www.cseindia.org
- Christiane Grefe : „Die Reichen sollen bezahlen“, Interview m. Sunita Narain / CSE, in : DIE ZEIT, 10.8.2006
- CO2NNED, Carbon Offsets stripped bare : Titelthema New Internationalist, Juli 2006 mit umfangreicher englischsprachiger Literatur- und website-Liste, www.newint.org
- Durban Group for Climate Justice (Hg.) : Climate Justice now ! The Durban Declaration on Carbon Trading, Okt. 2004, www.carbontradewatch.org
- Durban Group for Climate Justice (Hg.) : To Keep the Oil Flowing, Dag Hammarskjöld Foundation 2006 (sehr informativer Reader mit vielen Autoren), www.thecornerhouse.org.uk
- G. Kolko : Unruhe im globalen Kasino, in : Le Monde Diplomatique, 14.10.06
- A. Schroeder, W. Sterk u. Christof Arens : CDM-Kleinprojekte deutscher Vereine – Erfahrungen und Empfehlungen, JIKO Policy Paper 1/2006, Wuppertal Institut, Juni 2006.
- W. Sterk and B. Wittleben : Enhancing the Clean Development Mechanism through Sectoral Approaches ... (draft paper), Wuppertal Institut (Hg.), 2006.
- Transnational Institute / TNI & Centre for Civil Society / CCS (Hg.) : Trouble in the air. Global warming and the privatised atmosphere, sehr informativer Reader mit vielen Autoren)Durban Okt. 2005, www.tni.org
- Transnational Institute (Hg.) : Where the trees are a Desert, photo essay, www.tni.org
- B. Wittleben, W. Sterk, H. Ott and B. Brouns : The Montreal Climate Summit : Starting the Kyoto Business and Preparing for post-2012, in : Journal for European Environmental & Planning Law /JEEPL, 2/2006
- The World Bank Carbon Finance Unit (Hg.) : diverse Seiten über ihre Fonds auf www.carbonfinance.org
- UN-Klimasekretariat : diverse Seiten zu CDM incl. Project Design Documents auf <http://cdm.unfccc.int>
- Heinrich Böll-Stiftung, Wuppertal Institute, WWF & European Climate Forum (Hg.) : KyotoPlus – Papers : diverse Artikel anlässlich der KyotoPlus-Tagung am 28./29.9.06 in Berlin, s. www.kyotoplus.org
- B.Brouns, T. Langrock : Kyoto plus : Start in eine neue Phase internationaler Klimapolitik
- P. M. Bhandari / TERI New Delhi: Negotiating Future Climate Policy : The Role of the Developing Countries
- L. Friberg, G. Benecke, M. Schröder : The Role of the Clean Development Mechanism – Now and in the Future
- M. Meinshausen / Potsdam Institute for Climate Impact Research : <2°C Trajectories – a Brief Background Note
- J. Morgan / WWF: NGO Strategies for the post-2012 Process
- Ben Pearson/CDM Watch : The World Bank and the carbon market, April 2005

Conférence

Séminaire de rentrée de l'ASTM: journée de réflexion sur les APE

En l'an 2000, l'Accord de Cotonou mettait un terme aux accords successifs de Lomé qui réglaient, depuis 1975, les relations économiques entre l'Union Européenne et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Il est ainsi prévu de signer, dans un peu plus d'un an, de nouveaux Accords de Partenariat Economiques (APE) avec 75 pays ACP.

Gaëlle Niddam*

Des changements radicaux au niveau des relations commerciales entre les deux parties s'annoncent : en effet, à l'opposé du régime de l'Accord de Lomé, ces APE incluent l'obligation de réciprocité commerciale, donc l'ouverture des marchés du Sud pour les exportations européennes, ce qui n'est pas sans risque pour quelque 500 millions d'individus. À l'heure où les négociations des APE, qui se déroulent dans le cadre des dispositions prévues par l'Accord de Cotonou, se voient fortement critiquées, aussi bien de la part de la société civile que par les gouvernements ACP, la position du Lu-

xembourg à ce sujet reste incertaine. Alors, les Accords de Partenariat Economiques : au service du développement ou du libre-échange ? L'ASTM s'est penchée sur cette question complexe lors d'un séminaire organisé le 14 octobre dernier, qui a vu la participation, entre autres, de MM. Jean-Louis Schiltz, Claude Turmes et Raymond Weber.

Des retombées négatives

Plusieurs constatations y ont été soulevées et discutées. En premier lieu, tous les intervenants se sont accordés pour souligner les retombées économiques négatives qui toucheront les ACP

s'ils signent les APE dans leur version actuelle. Comme l'a rappelé Raymond Weber, intervenant ici à titre personnel, les économies des ACP sont différentes d'une région à l'autre et les APE ne sauraient y être appliqués de façon uniforme. Face à cette critique, l'un des arguments avancés par l'UE consiste justement à relever le fait que des APE identiques ont été conclus, ou sont en passe de l'être avec d'autres économies en développement, telle l'Inde, l'ASEAN, la Corée du Sud ou encore le MERCOSUR. Alors, pourquoi pas avec les Etats ACP ? Marc Maes, de l'ONG belge „111111 Belgique“ et spécialiste des relations EU/ACP, répond à cet argument en soulignant que les économies de ces dernières régions sont bien plus développées et mieux structurées que celles des régions africaines. Elles peuvent soutenir la concurrence du marché européen. Ce n'est pas du tout le cas des économies ACP. Alors, pourquoi „appliquer un traitement égal pour des choses inégales ?“ demande Raymond Weber. „Il est nécessaire de revenir en arrière, d'écouter les Etats ACP et de redéfinir des stratégies, plus claires.“

La logique du libre-échange

Cette situation n'est pas sans rappeler - et cela a été largement développé par les intervenants Hassan Abubakar Musah (Student Union - Ghana), Moses Shaha (East African Small Scale Farmers Forum (EASSFF) Kenya) et Mahmoudou (MOORIBEN - Niger) - les expériences désastreuses des programmes d'ajustement structurels mis en place en Afrique dans leurs pays respectifs par



■ Monique Langevin, présidente de l'ASTM et M. Jean-Louis Schiltz, Ministre luxembourgeois de la Coopération et de l'aide humanitaire, lors du séminaire de rentrée 2006.



■ d.g.à.d.: MM. Raymond Weber, Marc Maes, Mamadou Hassan et Claude Turmes.

le FMI et la Banque Mondiale dans les années '90. Ces programmes visaient au développement économique par un dés-engagement de l'Etat au profit de la privatisation des structures commerciales.

„(...) il est nécessaire de revenir en arrière, d'écouter les Etats ACP et de redéfinir des stratégies, plus claires.“

Non seulement le développement économique escompté n'a pas eu lieu mais, bien au contraire, une augmentation du chômage allié à un appauvrissement de la population ont été enregistrés. Avec les APEs, et donc la libéralisation des échanges et la levée des protections douanières sur les produits européens, il n'est pas à douter que les conséquences décrites ci-dessus réapparaissent. En

effet, d'une part, les produits locaux ne pourront pas faire concurrence aux produits européens subventionnés, sans compter qu'ils n'auront sans doute pas accès au marché européen en raison des

normes très strictes qui y sont appliquées et, d'autre part, la perte des recettes fiscales douanières engendrera des déficits importants dans les budgets des Etats (dont ceux-ci sont constitués à près de 60%). En conséquence, les exploitations agricoles qui composent majoritairement le gagne pain des populations ACP, seront vouées à disparaître petit à petit. Pour Mamoudou Hassan,

où est la logique du partenariat EU/ACP? Qu'est-ce que l'Afrique va gagner de cet accord ? Selon, Marc Maes, pour que cette logique de libre-échange commercial devienne possible entre l'Europe et l'Afrique, des étapes intermédiaires de renforcement des capacités économiques des ACP sont indispensables et, notamment, doivent permettre le développement préalable du commerce interrégional, ce qui renforcerait les structures économiques.

Certes, des études d'impact, sur lesquelles se fonde l'UE, ont été réalisées. Cependant, selon Raymond Weber, ces études se sont focalisées sur les retombées commerciales sans se prononcer sur le secteur de la production dans les pays ACP. Ces secteurs étant faibles, la concurrence, on vient de le voir, „devient déloyale“ (Mamoudou Hassan) au détriment des productions locales africaines. Mamoudou Hassan évoque même le ca-

ractère paternaliste, voir „néo-colonialiste“ de l'UE, qui, bailleur de fond des ACP, semble vouloir dicter à ces derniers la gestion de leur économie, tout en leur imposant des stratégies davantage commerciales que relevant de l'aide au développement, ce dont les ACP ont le plus besoin.

Quelle solution?

Alors, quelle solution à ces APE ? L'idée d'une modification des règles actuelles de l'OMC, actuellement peu ou pas adaptées aux pays sous-développés, a été avancée. Dans le passé, des dérogations aux règles de fond de l'accord du GATT en faveur des pays ACP ont été possibles. Selon l'UE, elles ne le seront plus. Faux, rétorque Marc Maes. C'est une question de volonté politique que n'a pas la Direction-Générale du Commerce (DG Trade), et ce pour des raisons commerciales évidentes : le commerce avec les pays ACP ne représente qu'1% des échanges commerciaux de l'UE. Cela n'en vaut pas la peine. Pour le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, la réalité est là : parce que „les alliances se font et se défont à l'OMC“, il devient très difficile d'envisager à court terme les modifications de ces règles. Du reste, ce problème dépend du devenir des négociations du Cycle de Doha à l'OMC qui, on le sait, sont suspendues. Qu'arriverait-il donc

Le Parlement européen voit d'un oeil critique ces négociations et se demande pourquoi c'est la DG Trade qui s'occupe de ce dossier alors que la DG Développement, naturellement compétente en la matière, n'est pas impliquée.

si le Cycle de Doha échouait ?

Enfin, le problème du manque de transparence du processus de négociation des APE a été soulevé. Selon Claude Turmes, député européen, Groupe des Verts, le Parlement européen voit d'un oeil critique ces négociations et se demande pourquoi c'est la DG Trade qui s'occupe de ce dossier alors que la DG Développement, naturellement compé-



■ M. Raymond Weber et le Président du groupe parlementaire LSAP, M. Ben Fayot.

tente en la matière, n'est pas impliquée. De même, rien ne filtre du Conseil des Ministres de l'Union Européenne. Pourquoi ? Aucune réponse n'a pu être avancée.

Sensibiliser la société civile

A ce manque de transparence fait écho le manque de conscientisation de la société civile. Ainsi, Raymond Weber s'étonne qu'il n'y ait pas plus de débats autour de ce problème. La société civile devrait y être sensibilisée. D'ailleurs, que font les parlements nationaux ? Pourquoi n'y a-t-il pas plus de réflexions

ou d'alternatives proposées ? Le retard s'accuse et, pour Jean-Louis Schiltz, le Luxembourg, contributeur majeur parmi les 25 dans l'aide au développement avec 0,9% de son PIB, doit jouer un rôle pour remettre „la machine en route“ et viser à l'éradication de la pauvreté et permettre le développement des Etats ACP.

La conclusion générale est donc sans appel : il faut adapter le régime des APEs et renforcer les structures économiques locales avant de mettre en place ces derniers. Pour le moment, rien, ou presque, n'est fait. A suivre donc. ■

* *Gaëlle Niddam est membre de l'ASTM.*

Accords de Partenariat Économique UE - ACP :

l'ASTM attend une réaction de la part du gouvernement luxembourgeois.

Le 23 juin 2000 fut signé l'Accord de Cotonou entre l'UE et les États ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Cet accord remet en cause l'accès préférentiel au marché européen dont jouissent jusqu'à présent ces pays à travers le régime commercial actuel, jugé incompatible avec les règles de l'OMC. Ce traitement préférentiel prendra fin le 31 décembre 2007 et il est prévu de le remplacer par des Accords de Partenariat Économique (APE). Dans leur forme actuelle, les APE prévoient, entre autres, une intégration régionale des ACP et, en parallèle, l'établissement progressif d'une zone de libre-échange UE/ACP. Si la Commission Européenne met en avant l'impact positif sur le développement économique que ces accords pourraient avoir sur les pays ACP, les analyses et diverses études économiques, dont celles effectuées à la demande de la Commission Européenne, ont suscité de vives réserves quant à l'approche APE préconisée actuellement. Tout en remettant en question la conformité des accords poursuivis avec les objectifs de la politique de coopération luxembourgeoise, et dans l'attente d'une évaluation complète des négociations dans le cadre des dispositions de l'Accord de Cotonou, l'ASTM (Action Solidarité Tiers Monde) a adopté les positions suivantes :

1. En ce qui concerne l'introduction de la réciprocité commerciale entre l'UE et les pays ACP via les Accords de Partenariat Économique, l'ASTM considère que la structure économique actuelle des pays ACP n'est pas prête à recevoir ce modèle d'échanges commerciaux, bien qu'un certain degré d'asymétrie soit envisagé. Il est prouvé historiquement qu'une libéralisation prématurée du commerce entre des partenaires inégaux est contre-productive et risque d'accroître la pauvreté et le chômage plutôt que de les éradiquer.
2. L'intégration régionale des pays ACP, que l'ASTM approuve, ne devrait pas être mise en place simultanément avec la libéralisation des échanges avec le marché européen. Il conviendrait d'accorder le temps nécessaire à ces intégrations régionales pour se construire et se renforcer afin de permettre l'amélioration des capacités de production et des infrastructures, voire améliorer le niveau de vie global des populations. En conséquence, une modification du calendrier d'entrée en vigueur de la zone de libre échange UE/ACP s'impose.
3. L'ASTM souligne que la date d'expiration de la dérogation de l'Organisation Mondiale du Commerce, à savoir le 31 décembre 2007, ne constitue pas un obstacle insurmontable à une prolongation du processus de négociation.
4. Afin de s'assurer que les pays ACP puissent tirer pleinement profit du commerce sous-régional, voire même global, des moyens importants seront nécessaires pour permettre l'ajustement et le développement des capacités productives et commerciales de ces États. À cette fin, ainsi que pour compenser des pertes fiscales éventuelles et pour appuyer les capacités de négociation dans les pays ACP, des moyens financiers supplémentaires à ceux du Fonds européen de développement doivent être dégagés par l'UE, et ce de façon transparente.
5. Les dispositions relatives à l'investissement, la concurrence, la transparence dans les marchés publics et la facilitation des échanges, connues sous le nom de Singapore issues, ne doivent faire partie des négociations que sur demande explicite des gouvernements ACP.
6. Au vu des difficultés liées aux APE dans leur forme actuelle, des alternatives aux APE, puisque cette possibilité est envisagée par l'article 37.6 de l'Accord de Cotonou, doivent être proposées par les responsables de l'UE dans les plus brefs délais. Ainsi, la mise en oeuvre de la réciprocité pourrait, par exemple, être retardée par une contractualisation de l'initiative dite „Tout sauf les armes“ et par une réforme ciblée du système généralisé de préférence européen.
7. Il est important d'inclure la participation de la société civile, tant du Sud que du Nord, dans le processus de négociation. Ce dialogue, préconisé par l'article 4 (Titre I, chap. 2) de l'Accord de Cotonou, est nécessaire et doit être engagé, tant au niveau européen qu'au niveau luxembourgeois. À cette fin, il importe que toutes les étapes de négociation se fassent dans la plus grande transparence possible.
8. Le Luxembourg, contributeur de taille au niveau européen dans le cadre de la coopération, a une responsabilité naturelle et incontournable dans ces négociations. On est donc en droit d'attendre un positionnement clair sur ce dossier de la part des autorités luxembourgeoises. De même, la mise en place d'un forum sur la question des APE, qui réunirait l'avis de tous les acteurs de la coopération et du milieu scientifique luxembourgeois, devrait être initié.

Action Solidarité Tiers Monde
Adopté à Luxembourg, le 17 octobre 2006

Landwirtschaft

Die Zukunft der Ernährungssicherheit

Zur Zeit leiden weltweit etwa 850 Millionen Menschen an Hunger und Unterernährung ⁽¹⁾, täglich sterben etwa 100 000 Menschen (davon etwa 16 000 Kinder) an den Folgen von Unterernährung. Eine der grössten Herausforderungen unserer Zeit muß also sein, das Problem der weltweiten Ernährungssicherheit zu lösen – das heißt, dafür zu sorgen, dass alle Menschen Zugang zu ausreichenden, sicheren und nährstoffreichen Nahrungsmitteln haben.

Julie Smit*

Darüber sind sich alle einig; aber über die Lösung des Problems gehen die Meinungen weit auseinander. Die Agrarmultis, weitgehend unterstützt durch die internationalen Finanzinstitutionen (u.a. Weltbank und Internationaler Währungsfonds) und immer häufiger in Zusammenarbeit mit privaten Stiftungen, versuchen, teure High-Tech-Agrarmethoden als Wundermittel gegen den Hunger in der Welt durchzusetzen - wie die Nutzung von gentechnisch veränderten Kulturpflanzen oder die Entwicklung von neuen ‚verbesserten‘ Pflanzensorten. Während diese Methoden reiche Erträge für die multinationalen Saatgutkonzerne einbringen, ernten zahlreiche Kleinbauern in Ländern der Dritten Welt, die ihre Hoffnungen in diese Methoden gesteckt hatten, jedoch meist Enttäuschungen.

Die technologischen Methoden der ‚Grüne Revolution‘, die in den 50er und 60er Jahren zwar teilweise vielversprechende Steigerungen der Erträge von Reis, Weizen und Mais ermöglichten, führten nicht zu einer Verminderung von weltweitem Hunger und Mangelernährung. Viele Kleinbauern nahmen Kredite auf, um das neue Saatgut und die dazugehörigen künstlichen Düngemittel und Pestizide kaufen zu können. Wenn der Ertrag dann aber nicht reicht, um den Lebensunterhalt und die Schulden zu zahlen, kommen die Bauern aus dem Teufelskreis der Verschuldung und der Abhängigkeit nicht heraus. Die Bauern verlieren ihr Land und fül-



■ Hybridreis-Monokultur in Indien: immer mehr Bauern in den Ländern des Südens geraten durch moderne Anbaumethoden in die Schuldenfalle.

len die Elendsviertel der grossen Städte. Dies zerstört die sozialen Strukturen der ländlichen Regionen und raubt den Menschen ihre Herkunft und damit ihre Zukunft.

Zudem brachte der massive Einsatz von Pflanzenschutzmitteln katastrophale Auswirkungen auf die Umwelt und die Biodiversität mit sich.

Gentech als Lösung?

Fünfzig Jahre später bestehen die Agrarmultis immer noch darauf, dass neue technische Lösungen – diesmal in der Form von genveränderten Pflanzen - den Hunger endgültig besiegen kön-

nen. Dabei zeigen aber die Erfahrungen aus mehreren Jahren kommerziellen Anbaus von genmanipulierten Pflanzen, dass die versprochenen Erfolge (bessere Erträge, weniger Pestizideinsatz usw.) ausgeblieben sind. Tausende von verzweifelten Kleinbauern in Indien haben sich sogar während der letzten neun Jahre das Leben genommen, weil sie für sich und ihre Familien keine Zukunft mehr sahen – im indischen Bundesstaat Maharashtra waren es allein im August 2006 über 100.

Soll denn diese Art von industrieller Landwirtschaft tatsächlich eine Verbesserung der Situation der Kleinbauern im Süden der Welt herbeiführen? Es

gibt auch andere Möglichkeiten. Immer mehr Bauern im Süden sind dabei, andere Lösungen zu entwickeln, die auf der Nutzung traditioneller Kulturpflanzen und der Aufwertung ihrer seit Generationen gepflegten Anbaumethoden basieren. Methoden, die den jeweiligen lokalen Bedingungen angepasst sind,

Immer mehr Bauern im Süden sind dabei, andere Lösungen zu entwickeln, die auf der Nutzung traditioneller Kulturpflanzen und der Aufwertung ihrer seit Generationen gepflegten Anbaumethoden basieren.

keine teuren künstlichen Agrarinputs erfordern und die Umwelt schonen. Vor allem aber bewahren und stärken diese Anbaumethoden die Kontrolle der Bauern über den gesamten Produktionsprozess, von der Zucht und der Auswahl des Saatgutes; bis zur Ernte. Dadurch, dass weniger zugekauft werden muss, bleibt am Ende der Ernte auch mehr Geld in den Händen der Bauern.

In Europa, wo die Mehrheit der Konsumenten genveränderte Lebensmittel ablehnen, konnten die Bauern und Nahrungsmittelproduzenten bislang den Markt mit gentechnikfreien Lebensmitteln beliefern. Die Wahlfreiheit der

Konsumenten, beim Einkauf genmanipulierte Lebensmittel zu vermeiden, könnte aber gefährdet sein, da es immer noch keine effektive Gesetzgebung zum Schutz der europäischen konventionellen und biologischen Landwirtschaft gegen Kontamination durch gentechnischveränderte Organismen gibt.

Es steht also nicht nur das Recht des Konsumenten auf gentechnikfreie Lebensmittel zur Disposition, die Bauern verlieren auch immer weiter ihr Recht auf gentechnikfreie Landwirtschaft.

Eine Ausstellung die zum Nachdenken anregt.

Die Ausstellung „nourrir le monde ou l'agrobusiness“, die gemeinsam von Action Solidarité Tiers Monde, Aide à l'Enfance de l'Inde, Frères des Hommes in Zusammenarbeit mit Greenpeace ausgearbeitet wurde, soll zum Nachdenken darüber anregen, welches Land-

wirtschaftsmodell die weltweite Ernährungssicherheit am besten garantieren kann und ein öffentliches Bewusstsein schaffen für die weitreichenden und nicht mehr rückgängig zu machenden Konsequenzen, die die Einführung genveränderter Organismen in der Landwirtschaft hätten.

14 Tafeln zeigen Beispiele traditioneller Landwirtschaft in drei Ländern (Indien, Nicaragua und Togo) auf drei Kontinenten sowie die Probleme und Herausforderungen, mit denen die dortigen Bauern heute konfrontiert werden. Anhand von Blockbildern wird das Erscheinungsbild drei typischer Dörfer in diesen Ländern veranschaulicht.

Der letzte Teil der Ausstellung behandelt die Situation in Europa und die potentiellen Risiken der Einführung genveränderter Kulturpflanzen für die europäische Landwirtschaft. ■

* *Julie Smit ist Mitarbeiterin der ASTM.*

(1) Man spricht von Unterernährung, wenn die täglich zur Verfügung stehende Nahrungsmenge unausgewogen oder unzureichend ist, d.h. einer täglichen Energieaufnahme von weniger als 2 400 kcal.



Nourrir le monde ou l'agrobusiness?

Die Ausstellung „nourrir le monde ou l'agrobusiness“ wird vom 27. November bis zum 08. Dezember 2006 im Hauptgebäude (1.Stock) der Université du Luxembourg zu sehen sein (162a, avenue de la Faïencerie). Die Öffnungszeiten: Montags bis Freitags von 8.00 Uhr bis 20.00 Uhr und Samstags von 8.00 Uhr bis 12.00 Uhr. Die Eröffnung findet am 27 November um 18:30 statt.

Eine Ausstellung von Action Solidarité Tiers Monde, Aide à l'Enfance de l'Inde, Frères des Hommes in Zusammenarbeit mit Greenpeace.

Rückblick

Erster Aktionstag in Luxemburg gegen Gentechnologie

Im Norden wie im Süden der Welt stehen immer mehr Menschen der industriellen Landwirtschaft und insbesondere der Gentechnik mit Ablehnung gegenüber. Für viele Konsumenten im Norden sind es vor allem die potentiellen Gesundheitsrisiken und die Konsequenzen für die Umwelt, die im Mittelpunkt der Ablehnung stehen, während für die Kleinbauern im Süden die Gentechnologie ihre Existenzgrundlage gefährdet.

Julie Smit*

Am 8. Oktober fand auf Initiative von Greenpeace Luxemburg im Centre Neumünster der erste Aktionstag gegen die landwirtschaftliche Nutzung der Gentechnologie statt. Etwa zwanzig Bauern, Entwicklungs- und Umweltorganisationen waren daran beteiligt und beleuchteten das Thema aus ihrer spezifischen Perspektive mit Vorträgen und Informationsständen; während des Tages wurde auch eine Petitionskampagne mit dem Titel „Appel de Neumünster“ lanciert, die unter anderem die Regierung auffordert, Luxemburg zur gentechnikfreien Region zu erklären.

Die Beteiligung am Aktionstag war für uns als Entwicklungsorganisation aus folgenden Gründen besonders wichtig:

- Wir werden von unseren Partnerorganisationen, von denen mehrere sich für eine nachhaltige Landwirtschaft im Interesse der Lokalbevölkerung einsetzen, über die katastrophalen Auswirkungen der Gentechnik für die Kleinbauern im Süden regelmäßig informiert. Wir fühlen uns als Entwicklungsorganisation verpflichtet, ihre konkreten Erfahrungen und Probleme mit der Gentechnik der Öffentlichkeit im Norden bekannt zu machen, was auch zur Vervollständigung des Gesamtbildes der Problematik beiträgt.

- Wir werden ständig mit dem Argument der Verfechter der Gentechnik konfrontiert, die Gentechnologie helfe den Hunger in der Welt zu bekämpfen, weil sie eine Steigerung der Nahrungsmittelproduktion ermögliche. Dabei

liegt die Ursache des Hungers nicht in einem Mangel an Lebensmittel sondern vor allem in der ungerechten Verteilung von Land und Einkommen. Die Gentechnik wird die Probleme der Bauern im Süden eher verschärfen; das transgene Saatgut ist teuer und kein Garant für bessere Erträge oder einen verminderten Einsatz von Pestiziden.

- Eine klare Ablehnung der Gentechnik in den Gemeinden und Ländern des Nordens, zum Beispiel durch das Schaffen von gentechnikfreien Zonen, kann als Zeichen der Solidarität mit den Kleinbauern, Gemeinden und Ländern des Südens gewertet werden, die sich gegen den Druck der Agrarmultis wehren.

Gentechnik - eine Perspektive aus den Philippinen

Um die Gentechnik-Problematik aus der Perspektive des Südens zu erläutern, luden wir Emmanuel „Manny“ Yap, Mitbegründer der philippinischen Organisation MASIPAG, zum Aktionstag als Referent ein. Bei MASIPAG arbeiten Bauern, Wissenschaftler und Nichtregierungsorgani-

sationen zusammen, um umweltschonende Anbaumethoden und die Wiedereinführung und Weiterentwicklung traditioneller Reissorten zu fördern, die an die besonderen regionalen Verhältnisse der Bauern angepasst sind. In seinem Vortrag ging Manny auf den aktuellen Stand der Gentechnik auf den Philippinen, die Folgen für die Kleinbauern, ih-



■ Emanuel „Manny“ Yap bei seinem Vortrag am 08 Oktober im Centre Neumünster.

ren Widerstand gegen die zunehmende Macht der Agrarmultis, sowie den Erfolg der von den Bauern angewandten ökologischen Alternativen ein.

„Wer sind diese Bauern und was bewegt sie?“

Einleitend zeigte Manny einige Aufnahmen von philippinischen Bauern bei der Feldarbeit, bei Protestkundgebungen, in Versammlungen, und stellte die Frage „Wer sind diese Bauern, was sind ihre Probleme, was bewegt sie?“

Bei vielen von ihnen handelt es sich um „verbrannte Kinder“, Kleinbauern, die die Auswirkungen der „grünen Revolution“ der 60er Jahren in Erinnerung haben. Um gute Erträge mit den von der Regierung damals propagierten neuen Hochleistungssorten zu erzielen, mussten sie teure Dünger und Pestizide

Desillusioniert von den schlechten Erfahrungen mit den technologieorientierten Methoden der Grünen Revolution, interessieren sich immer mehr philippinische Kleinbauern für die nachhaltige Landwirtschaft als mögliches Alternativmodell.

kaufen. Auch das Saatgut musste jedes Jahr neu gekauft werden. So entstanden hohe Kosten und die meisten Bauern mussten Kredite aufnehmen; als sie diese nicht mehr zurückbezahlen konnten, verloren viele von ihnen schließlich ihr Land. Sie kennen aber auch die Gesundheits- und Umweltschäden, die diese Technologie mit sich brachte. Die gleichen Firmen, die ihnen damals versprochen, die chemischen Wundermittel seien unschädlich, wollen ihnen jetzt die „Gen-Revolution“ aufzwingen – kein Wunder also, dass sie mit Skepsis darauf reagieren.

Desillusioniert von den schlechten Erfahrungen mit den technologieorientierten Methoden der Grünen Revolution, interessieren sich immer mehr philippinische Kleinbauern für die nachhaltige Landwirtschaft als mögliches Alternativmodell. Unterstützt von MASIPAG

stellen sie sich schrittweise auf umwelt-schonende Anbaumethoden um, die traditionelles Wissen mit neuen wissenschaftlichen Kenntnissen verbinden. Einige Bauern haben sogar - mit Hilfe der Wissenschaftler von MASIPAG - eigene Reissorten entwickelt, die den jeweiligen Standortbedingungen bestens angepasst sind und ohne den Einsatz von Chemie gute Erträge aufweisen. Sie produzieren genug Nahrungsmittel, um den Eigenbedarf zu decken sowie einen Teil auf dem lokalen Markt zu verkaufen. Auch die Tatsache, dass sie kein Geld mehr für den Kauf von Saatgut, Düngemitteln und Pestiziden ausgeben müssen, trägt zur Einkommensverbesserung bei; viele Bauern haben sich mittlerweile aus der Verschuldungsfalle befreit und haben die Kontrolle über ihre Betriebe wiedergewonnen.

Der aktuelle Stand der Gentechnik auf den Philippinen

Momentan ist lediglich Gentech-Mais auf den Philippinen kommerziell zugelassen. 2004 wurden etwa 50 000 ha mit Gentech-Maissorten von Monsanto, Pioneer und Syngenta angebaut - somit zählt das Land zu den „Biotech-Mega-Ländern“, das sind die Länder, in denen über 50 000 ha mit Gentechnik-Pflanzen angebaut werden. Forschungsprojekte mit transgenen Reissorten werden derzeit durchgeführt und Feldversuche mit transgenen Papaya, Baumwolle, Auberginen und Tomaten sollen demnächst anlaufen.

Heute sind die Bauern zunehmend informiert über die politischen Zusammenhänge, die ihrer Armut zugrunde liegen. Ihnen ist klar geworden, dass ihre Regierungsvertreter keineswegs an

der Stärkung der bäuerlichen Landwirtschaft interessiert sind, sondern vielmehr eine technologisch ausgerichtete, exportorientierte Landwirtschaft vorantreiben will, die den Interessen der multinationalen Biotech- und Agrarunternehmen dient.

Dagegen wächst der Widerstand.

Am Beispiel von transgenem Mais wird deutlich, dass es bei der Einführung von Gentechnik-Pflanzen auf den Philippinen keineswegs um die Verbesserung der Bedingungen der Kleinbauern geht. Unter anderem mit dem Argument, Gentech-Mais würde die „hohen“ durch den Schädling Maiszünzler verursachten Ernteverluste verringern, gelang es den Agrochemiekonzernen Monsanto und Pioneer BT-Mais auf den Philippinen zu vermarkten. Später stellte sich heraus, dass sie auf Daten aus einer Studie von 1971 beruhten, als der Maiszünzlerbefall tatsächlich erhebliche Ausfälle verursachte; mittlerweile spielt das Problem aber kaum noch eine Rolle. Weil so wenig Maiszünzler in der Region vorkamen, mussten die Konzerne während der Feldversuche sogar welche importieren, um ihren Argumenten Glaubwürdigkeit zu verschaffen. Die Bauern haben auch billige und ökologisch verträgliche Bekämpfungsmethoden gegen diesen Schädling entwickelt. Um das demnach unnütze Bt-Mais-Saatgut benutzen zu dürfen, müssen die Landwirte aber etwa 55 Euro /Ha an die Herstellerfirmen bezahlen.

Um die Einführung von Gentech-Saatgut voranzutreiben, bedienen sich die internationalen Agrarkonzerne, mit der offenen Unterstützung der US-Regierung, vielfältiger Druckmittel. Vertreter des US-Landwirtschaftsministeriums und amerikanische Experten nahmen mehrmals an den Debatten des philippinischen Parlamentes teil und nutzten die Gelegenheit, um zugunsten der Gentechnologie zu plädieren; philippinische Regierungsbeamte, Wissenschaftler und Pressevertreter werden regelmäßig auf Kosten der Agrarkonzerne in die US eingeladen, um die dortigen Zentralen zu besuchen. Das enge Verhältnis der philippinischen Regierung zu den USA spielt sicherlich dabei eine



■ Der Widerstand wächst: eine Kundgebung philippinischer Bauern gegen die Einführung von genmanipulierten Maissorten.

besondere Rolle und vereinfacht den Zugang der Gentech-Branche zum philippinischen Markt erheblich.

Widerstand der Kleinbauern

Der Widerstand der philippinischen Kleinbauern gegen die kommerzielle Zulassung von Gentech-Pflanzen wächst. Sie verlangen ein Moratorium für die Kommerzialisierung und die Feldversuche mit gentechnisch veränderten Organismen; diese sollten erst dann genehmigt werden, wenn ausreichende unabhängige Forschungsergebnisse über ihre möglichen Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt vorliegen. Als im Jahr 2001 Monsanto trotz eines Verbots der lokalen Behörden Freilandversuche mit BT-Mais durchführten, griffen etwa 800 Bauern ein und zerstörten die Pflanzen vor der Blüte, um eine Ausbreitung durch Pollenflug zu verhindern. Sie verlangen von der Regierung, sie solle ihre begrenzten Haushaltsmittel für die wirklichen Bedürfnisse der Bauern

einsetzen und eine nachhaltige auf die Ernährungssouveränität ausgerichtete Landwirtschaft fördern, anstatt die Interessen der Gentech-Industrie zu unterstützen.

Verärgert über die Pro-Gentechnikpolitik der Regierung schlossen sich viele Kleinbauern der Kampagne zur Absetzung von Präsidentin Arroyo an, deren Akzeptanz in der Bevölkerung derzeit immer stärker abnimmt, nachdem sich die Menschenrechtssituation in den letzten Jahren dramatisch verschlechtert hat. Im Frühjahr 2006 verhängte Arroyo kurzfristig den Ausnahmezustand, die Fälle von Menschenrechtsverletzungen und politisch motivierten Morden an Regimekritiker haben dramatisch zugenommen; seit dem Amtseintritt von Arroyo wurden bislang 750 Aktivisten, linke Politiker, kritische Journalisten, Bauernführer, Mitglieder von progressiven Organisationen und Geistliche umgebracht. Bisher ist kaum einer der Todesfälle aufgeklärt worden.

Für die Bauern stehen aber immer noch die anti-GMO-Aktivitäten und die

Weitergabe ihrer positiven Erfahrungen im Bereich der nachhaltigen Landwirtschaft im Mittelpunkt. GMO-freie Dorfgemeinschaften und „ökologische Inseln“ werden geschaffen, um einheimische Pflanzensorten vor der Kontamination mit genetisch manipulierten Sorten zu schützen. Außerdem wird vor allem der Erhalt und die Weiterentwicklung traditioneller Reissorten vorangetrieben.

Die philippinischen Bauern legen großen Wert auf die Zusammenarbeit und den Austausch mit anderen Organisationen und Netzwerken im Norden wie im Süden, die sich mit der Gentech-Problematik und dem zunehmenden Einfluss der Agrarmultis befassen. ■

* *Julie Smit ist Mitglied der ASTM.*

Spectacle

Resistencia: un spectacle de jeunes acteurs brésiliens

Le mardi, 10 octobre 2006, l'ASTM a organisé, en collaboration avec le centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster, le spectacle 'Resistencia' du groupe brésilien 'Pe No Chao' (Les pieds par terre).

Michèle Hemmer*

Ce groupe de danseurs, musiciens et acteurs est issu des favelas de Recife, capitale de l'Etat de Pernambouco.

Pe No Chao étant en lien avec divers réseaux militants du pays, ils organisent notamment des rencontres avec MST (Mouvement sans Terre), organisation soutenue par l'ASTM.

Le spectacle „Resistencia“ est une création à laquelle participent 12 jeunes qui, en pratiquant leurs disciplines au quotidien, ont acquis très tôt une grande maîtrise technique dans des styles variés des arts urbains et traditionnels de la capoeira, des percussions et des danses.

La démarche artistique vise à intégrer, avec des créations originales associant différentes formes d'expression telles que théâtre, textes, musique et danse, des éléments inhérents à l'histoire collective de tout un peuple. Un peuple qui a connu l'oppression mais aussi l'énergie de la révolte et de la résistance. Se réapproprier et raviver des formes héritées d'une culture née notamment en Afrique et traversée par de multiples influences, relève d'une volonté de s'affirmer tel que l'on est, de revendiquer ainsi une culture qui est faite de mélanges et d'influences successives.

La tension dramatique du spectacle cherche à capter et à transmettre le souffle et l'énergie

d'une partie de la population dont est issu le groupe et dont les situations de vie sont une réalité sociale au Brésil.

Les personnages de la création évoluent ainsi dans la favela, au son des percussions et de leur rythme incessant, avec pour quotidien la survie, entre les



■ Les membres de Pe No Chao en visite à Luxembourg-ville.

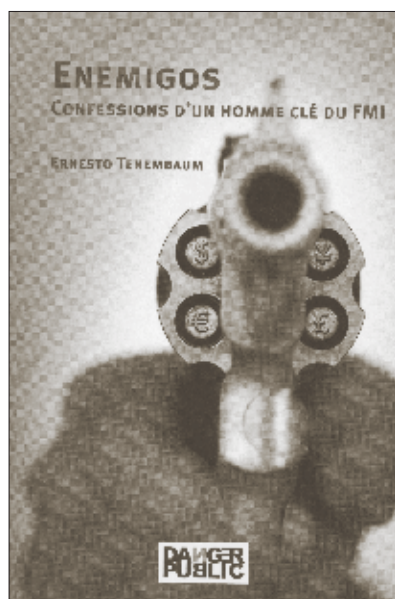
boulots informels aux feux rouges des croisements de route, les trafics et la violence des gangs. À travers l'ivresse de la fête et des rythmes qui bousculent et remuent, il y a une proximité avec la mort, mais l'énergie de la vie est toujours plus forte.

Après le spectacle, les acteurs, ainsi que les éducateurs responsables de 'Pe No Chao', sont restés sur scène pour discuter avec le public.

Le lendemain, pendant une promenade en ville, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec Jocimar Borges, l'éducateur du groupe 'Pe No Chao', et

nous avons décidé que lors d'une prochaine tournée en Europe, on ne se limiterait pas à une représentation devant le grand public, mais qu'il serait intéressant d'organiser un spectacle dans les lycées pour rapprocher les jeunes luxembourgeois, de façon vivante, des différences de vie entre les jeunes du Nord et du Sud. ■

* Michèle Hemmer est membre de l'ASTM.



Enemigos

Confessions d'un homme clé du FMI

Ernesto Tenenbaum

Ce livre est le fruit d'une discussion acharnée de plus de quatre mois par courriers électroniques. Sujet du débat ? Le FMI et le dogme religieux qui habite littéralement chacun de ses fonctionnaires. Le libéralisme qui a conduit des régions entières du monde au chaos le plus total. D'un côté, Ernesto Tenenbaum, journaliste de gauche, dégaine un arsenal de positions progressistes. De l'autre, Claudio Loser, l'un des plus hauts fonctionnaires du FMI, reste inébranlable dans ses convictions libérales. Deux visions du monde qui s'affrontent, deux hommes qui aspirent sincèrement au bonheur de tous.

Éditions Danger Public, 2006



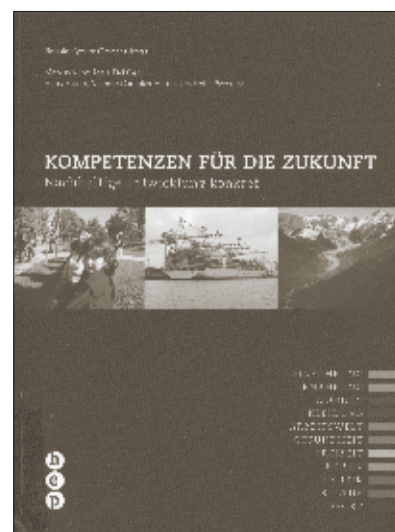
Reisebericht eines T-Shirts

Ein Alltagsprodukt erklärt die Weltwirtschaft

Pietra Rivoli

Pietra Rivoli verfolgt den Entstehungsprozess eines T-Shirts und nimmt ihre Leser dabei mit auf eine faszinierende Reise um die Welt. Ihre Recherche beginnt auf den Baumwollfeldern von Texas, führt sie in die Spinnfabriken und Nähereien Shanghais, lässt sie in einem Containerschiff zurück nach Amerika. Schippern und schließlich einen florierenden Markt für Secondhand-Kleidung in Tansania besuchen. Dieses Buch ist für alle, die sich für Globalisierung, Industriegeschichte und Lobbyismus interessieren.

Econ Verlag, 2006



Kompetenzen für die Zukunft Nachhaltige Entwicklung konkret

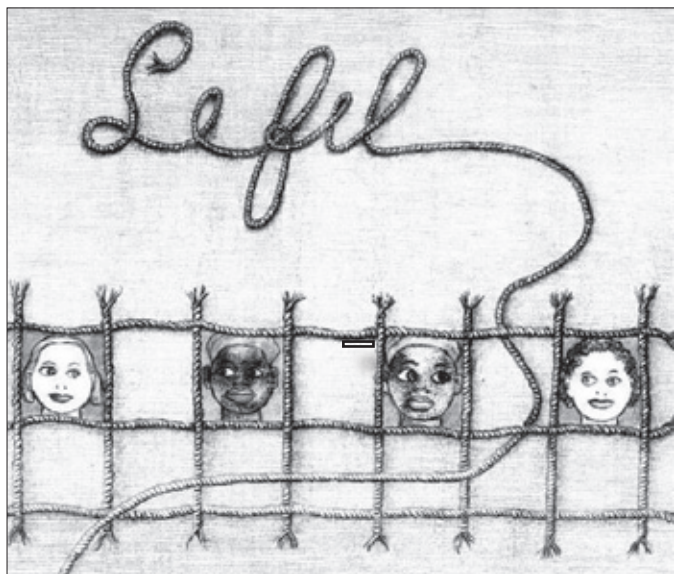
Regula Kyburz-Graber (Hrsg.)

Die Zukunft der Erde nachhaltig zu gestalten, ist wohl die größte Herausforderung für uns alle. Wir wissen bereits vieles darüber, anderes noch nicht. Aber eines ist klar: Ohne Rücksicht auf die Umwelt, ohne Fairness in den Gesellschaften, ohne langfristig gesicherte Wirtschaftsbasis und ohne globale Solidarität werden wir keine große Zukunft haben. Dieses Lehrmittel stellt erstmals die drei Bereiche Umwelt, Gesellschaft und Wirtschaft miteinander verknüpft dar. Es stellt Grundlagen zusammen, vermittelt Denkanstöße, zeigt Zusammenhänge auf und regt zum Handeln an.

h.e.p. Verlag ag, 2006

Théâtre: Le fil

Quatre femmes, rien ne les destinait à se rencontrer, et pourtant...



"Le fil" est une pièce de théâtre traitant du commerce mondial et de ses implications dans le quotidien des européens et des africains. C'est le troisième spectacle réalisé dans le cadre d'un partenariat assez singulier : une compagnie de Théâtre Action, une ONG et deux associations africaines.

L'idée commune est simple : utiliser le théâtre comme instrument de prise de parole par des associations oeuvrant à l'amélioration de la condition humaine, à un monde solidaire, à un développement durable et faire de ces productions culturelles un objet de sensibilisation. Cette belle aventure est aussi économique puisque les bénéfices de la création permettront aux associations partenaires du Sud de financer des activités d'éducation, de formation et d'alphabétisation en faveur des populations locales. Produit par le Théâtre du Copion (Belgique), l'asbl Autre Terre (ONG du Groupe Terre, Belgique), l'association Daara Ji (Sénégal) et le Théâtre du Baobab (Burkina Faso).

Représentation organisée par l'Action Solidarité Tiers Monde et le Comité Action Tiers Monde de l'école européenne de Luxembourg.

Judi 30 novembre 2006 à 19h30 à la salle des fêtes de l'École européenne / 23, bd Konrad Adenauer/Kirchberg. Tickets : adultes 8 euros, élèves 4 euros. Réservation : tél 30 86 80.

Conférence:

Pour une participation plus efficace de la société civile dans les relations Nord-Sud. L'éthique de la solidarité internationale, une alternative ?

avec **Aaron MUNDAYA BAHETA**, docteur en philosophie.

Solidarité internationale, coopération, rapports, relations ou encore partenariat Nord-Sud. Voilà des concepts plus que séculaires mais dont les contours demeurent toujours ambigus, flous ou sujets à polémique.

Aaron MUNDAYA BAHETA est Congolais d'origine. Il est Docteur en philosophie et Diplômé d'études spécialisées (D.E.S.) en développement de l'Université Catholique de Louvain. Il est professeur de philosophie en Belgique. Son axe de réflexion est l'anthropologie philosophique et ses implications sociopolitiques et éthiques. Il porte un grand intérêt pour « le renouveau de la pensée philosophique africaine, la problématique du développement dans le cadre des relations Nord-Sud, et l'éthique des relations internationales ». Il est auteur de La coopération Nord-Sud. L'éthique de la solidarité comme alternative, Préface de Samir AMIN, (Collection Alternatives), Paris, L'Harmattan, 2005. Observateur et acteur avisé de la problématique de la solidarité internationale, il partagera avec nous le fruit de ses observations et essaiera de nous familiariser avec ses pistes de solution.

Organisé par l'ASTM Jeunes.

Mercredi, le 29 novembre 2006 à 19.30 heures au CITIM/55 avenue de la Liberté.



Enjoy

www.solidarite.lu

UNE VIE EN DIGNITE. PAS UNE QUESTION
DE CHANCE. **UN DROIT FONDAMENTAL.**



«Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires.»

Article 25.1 de la Déclaration universelle des droits humains